

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 15 JUIN
N°209 1,50F

Belgique: 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Tribune préparatoire au II^e Congrès du PCR ml
voir p.2

Spéculation sur la chaleur, autorisation de Fourcade

ENCORE DES HAUSSES

En 48 H, le prix de détail des cerises, des pêches, des fraises et des tomates ont doublé. Pour les producteurs, qui n'arrivent pas à vendre leurs récoltes, la situation empire. Dans le même temps, Fourcade annonçait une série de hausses sur les produits alimentaires. Ainsi, en quelques jours, alors que les petits paysans des zones les plus touchées par la sécheresse vont à la ruine, le revenu des travailleurs des villes s'est trouvé, de fait, une fois de plus diminué.

Le kg de cerises à 9F devient la règle. Il y a une semaine, on les trouvait à 4,50F. Même chose pour les pêches, pour les tomates... Les petits commerçants lèvent les bras au ciel: «tout le monde nous demande comment ça

Versailles :

LES PARLEMENTAIRES SE PROMENENT

Un million de francs, c'est le coût du Congrès réuni à Versailles pour amender la Constitution de 68. En une demi-journée, l'affaire fut entendue, l'amendement proposé adopté: 490 voix pour, 258 contre et 1 abstention. Il s'agissait simplement de prévoir quelles dispositions seraient prises en cas de décès d'un des candidats dans une élection présidentielle. Si le décès a lieu avant le premier tour, le Conseil Constitutionnel prononce le report de l'élection. Si le décès se produit entre les deux tours, il faut reprendre l'ensemble des opérations électorales. Rien de bien important, on le voit.

Les députés et sénateurs ne consacreront d'ailleurs que peu de temps à cette question et s'affrontèrent sur l'autre problème.

Suite page 3



se fait, comment les prix ont pu doubler presque du jour au lendemain. Mais c'est à Rungis que ça se passe, c'est là-bas qu'il faut aller protester!» Le président d'un syndicat de commerçants explique, pour sa part, que la seule solution est d'établir «la liberté totale des prix, ce qui permettrait des ventes promotionnelles...» Officiellement, la hausse vient de la brutale demande sur les fruits et les tomates, due à la forte chaleur des dernières semaines, et de l'arrêt des importations de Grèce et d'Espagne.

La vérité est tout autre: l'arrêt des importations ne concerne pas la pêche, dont les prix ont suivi la même hausse. La demande accrue en fruits ne justifie en aucune façon un doublement des prix, d'autant plus que les récoltes sont abondantes.

Suite page 3

**Défendons nos droits !
Développons nos luttes !**

● **SMN Caen :** après les haut-fournistes, les ouvriers des laminoirs à l'action

Un mois après la lutte de leurs camarades des hauts-fourneaux, les travailleurs des laminoirs (parachèvement A 900) ont tiré les leçons de cette précédente grève. Leur action aujourd'hui paralyse une partie de l'usine.

● **Descours et Cabaud Marseille :** après l'intervention des flics, quelle riposte

● **Caluire-Légumes Lyon :** les travailleurs ne se laissent pas intimider par les provocations du patron

Voir pages 4 et 5

Argentine

Un syndicaliste uruguayen arrêté

Le 18 juin, a été enlevé à Buenos-Aires l'Uruguayen Gerardo Gatti, âgé de 45 ans, père de trois enfants, par des effectifs de la police argentine.

Gerardo Gatti a un long passé militant syndical et politique en Uruguay. Dirigeant du Syndicat du Livre, il a été en 1964 l'un des fondateurs de la grande centrale syndicale unifiée, la Convention Nationale des Travailleurs (CNT). Il a été également directeur du quotidien indépendant «Época».

Les assassinats récents de réfugiés politiques en Argentine font craindre pour la vie de ce militant de la cause populaire uruguayenne.

Suite page 8

LIBAN «Assad, le lion au liban, le lapin au Golan».



La Syrie vient d'annoncer qu'elle était fermement décidée à poursuivre son intervention armée au Liban. Le plan de cessez-le-feu proposé par la Ligue Arabe qui lui demandait de se retirer, a finalement été refusé. Bien que la journée ait été un peu plus calme, les bombardements syriens ont continué sur les positions des forces patriotiques: dans la montagne, à Aintoura, village que les forces patriotiques ont pris depuis deux mois.

Suite page 7

MANIFESTONS

Mardi 15 juin à 18 h 30 au M. Oberkampf

A l'appel du Collectif Palestine, de l'AMFP, du PCRml, de la GOP, de l'OCR, de la LCR, du PSU, de l'OCA, CDP.

- CONTRE L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN
- CONTRE TOUTE INTERVENTION ÉTRANGÈRE AU LIBAN
- CONTRE LES TENTATIVES IMPÉRIALISTES D'IMPOSER DES «SOLUTIONS» AU PEUPLE PALESTINIEN
- POUR SOUTENIR LES FORCES PATRIOTIQUES LIBANAISES
- POUR UNE PALESTINE INDÉPENDANTE, LAÏQUE ET DÉMOCRATIQUE

**IL Y A 40 ANS,
LE FRONT
POPULAIRE**

voir p. 9 l'enquête de
Camille NOEL



TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml

LA QUESTION DES RÉGIONS : POUR SUIVRE L'ENQUÊTE

De nombreux camarades nous ont écrit, après les lettres que nous avons passées sur le problème des régions. Nous ne pouvons pas publier toutes ces contributions, intéressantes bien que souvent, d'avis très partagés. Il reste que dans l'ensemble tous les camarades sont d'accord sur la nécessité de poursuivre l'enquête.

Camarades,
Je vous écris au sujet de la série d'articles publiés dans le QdP au sujet des «régions».

Je suis militant du Parti à Lille et d'origine Catalane.

J'ai été surpris déjà à la lecture du projet de programme que le problème des régions n'était pas abordé ; les tentatives d'amendements publiées dans le quotidien, l'idée de Fédération n'éclaircissent pas beaucoup sur la position du Parti. Mais à la lecture du quotidien du 8 juin j'ai été révolté par la lettre de Vitry. Il serait souhaitable que le camarade sorte un peu des livres et de la région parisienne. Comme dit Mao : *qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la*

parole. Je pense qu'il faudrait y réfléchir avant d'avancer certaines idées. (...) En fin de compte j'approuve malgré son manque de précision, le choix de Fédération du Pouvoir des Ouvriers et des Paysans, mais j'aimerais que notre Parti approfondisse sa connaissance de ce problème. Pour cela je pense que la série d'articles sur la Corse est une bonne chose.

J'espère que cette lettre n'aura pas été trop confuse. J'ai écrit ce que je ressentais et comme ça venait, aussi ça ne doit pas être du grand style.

Salutations communistes
LILLE Wazemmes.

C'est avec intérêt que j'ai abordé la lecture de la lettre du camarade de Vitry sur le mot d'ordre «Fédération du pouvoir des ouvriers et des paysans»...

La lettre du camarade est réellement édifiante : un amalgame d'idées reçues, de positions tranchées sans enquêtes, ni analyses...

Je suis de l'avis du camarade lorsqu'il dit que le Parti doit préciser ses objectifs et éliminer les mots d'ordre confusionnistes. Mais cela ne peut être que le résultat d'une enquête et d'une analyse des problèmes, et non d'apriorisme et d'affirmations gratuites.

Enquêtons sur la réalité des minorités nationales !
M.L.M. PARIS.

UN CRITÈRE DE DIFFÉRENCIATION A LA CAMPAGNE : LA TVA

A la suite de remarques de la commission paysanne sur l'analyse de classe à la campagne présentée dans le projet de programme un lecteur de Valenciennes nous écrit :

Je pense que le principal est la T.V.A. agricole. Qu'est donc la T.V.A. agricole qui date pour l'essentiel de 1968 ?

Un paysan assujéti à la T.V.A. est remboursé tous les ans du taux de T.V.A. lorsque il achète du matériel agricole (environ 20%), à condition d'en acheter suffisamment ; lorsqu'il vend quelque chose il touche le prix de son produit + T.V.A. (soit par exemple environ 7%). Il lui est interdit de vendre quoi que ce soit sans facture, en effet si ses achats ne sont pas suffisants par rapport à ses

ventes, il est obligé de rembourser une certaine somme, et les factures en sont le contrôle.

Un paysan non assujéti à la T.V.A. ne profite pas de ce remboursement en cas d'achat, par contre il peut vendre ses produits comme bon lui semble (de la main à la main).

Conséquences : Ces paysans pauvres ne sont jamais à la T.V.A. car ils ne possèdent pas suffisamment de capitaux préalables pour honorer cette forme de contrat avec l'Etat qui le pousse à se moderniser.

Les fermiers capitalistes le sont, pour la raison inverse et y gagnent beaucoup (vente toujours supérieure aux achats) ; nous verrons les exceptions ci-dessous et leurs raisons d'être.

Quant au paysan moyen, cette notion de T.V.A. permet de distinguer le paysan moyen supérieur candidat bien placé au grade de fermier capitaliste, et le paysan moyen inférieur en voie plus ou moins rapide de prolétarisation. (...)

Le critère de la T.V.A. n'est pas valable pour l'ensemble de la paysannerie, en effet, prenons l'exemple des maraîchers : la plupart ne sont pas à la T.V.A. et pourtant on peut considérer qu'un certain nombre non négligeable d'entre eux fait partie des capitalistes (...)

Le fait d'avoir à temps plein ou partiel des ouvriers agricoles n'est pas non plus un critère universel, en effet, si tous les paysans riches et beaucoup de maraîchers par exemple, ont des ouvriers agricoles à temps plein et partiel, les paysans moyens inférieurs sont parfois amenés à engager une main d'œuvre au moment de certains temps forts du travail agricole, s'ils ne trouvent pas dans la famille les bras nécessaires, alors que le paysan moyen supérieur ne le fera quasiment jamais car il doit amortir le plus rapidement possible son matériel agricole. De plus nous ne pouvons nous fier aux statistiques officielles car, dans le cas des paysans moyens inférieurs, il s'agit souvent de travail noir.

Salutations fraternelles.

COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquies de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

AU SUJET DE LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

(...) Un point me semble important, c'est la lutte de libération nationale que mène aujourd'hui le peuple Sahraoui sous la direction du Front POLISARIO. Je crois qu'il faudrait souligner aujourd'hui l'importance de cette lutte dans le chapitre concernant les contradictions mondiales, notamment la création de la République Arabe Sahraouie Démocratique der-

nièrement et d'autre part dans le chapitre sur l'impérialisme français, que ce dernier n'a pas hésité à soutenir l'agression des troupes marocaines et mauritaniennes contre un peuple qui lutte pour la reconnaissance de ses droits et de son indépendance.

Salutations fraternelles.
Georges de Gennevilliers.

SUR L'ÉCOLE

Même si la réflexion théorique et politique n'est pas très avancée sur ce point le Parti doit apporter certaines explications ou du moins ouvrir la discussion.

Il me semble possible d'affirmer ou du moins de discuter que : L'instauration de l'école obligatoire est l'aboutissement des luttes menées par le prolétariat en vue d'accéder à la connaissance. La bourgeoisie y a vu aussi cependant le moyen :

- d'imposer ses valeurs face aux valeurs féodales et aux aspirations prolétariennes,

- de répondre à ses besoins d'une main d'œuvre qualifiée qui devait pour cela savoir lire, écrire, compter. (d'où les objectifs dans ce domaine de l'école primaire).

Aujourd'hui les besoins de la bourgeoisie en main d'œuvre qualifiée ne sont plus les mêmes (augmentation des OS par rapport aux OP) aussi organise-t-elle la dégradation de l'enseignement primaire et technique destiné aux futurs prolétaires.

D'autre part dans le climat actuel de dégénérescence et de déconfiture de l'idéologie bourgeoise, le caractère de terrorisme idéologique de l'école capitaliste se dévoile de plus en plus nettement.

L'école bourgeoise devra être détruite comme le reste de la machine bureaucratique et répressive de l'Etat afin de permettre la construction d'une école nouvelle. De plus le Parti dénonce toutes les illusions et les tentatives de réformer ou de rénover l'école dans le cadre du système actuel.

Le Parti doit engager dès maintenant un travail d'éducation prolétarienne sur des bases révolutionnaires dans la classe ouvrière.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à discuter sur l'école c'est pourquoi j'aimerais si c'est possible participer à la table ronde dont le quotidien a parlé à un moment, en tant que sympathisant et prof. de C.E.T.

Saluts fraternelles
J.P.P.

ABONNEMENTS :

NOM 1 an : 300 F
ADRESSE 6 mois 150 F
PROFESSION 3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75024 Paris Cedex 19

POUR VOUS PROCURER
LE PROJET DE PROGRAMME
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port



N°7 Nouvelle Série MAI 1976 5 F

POLITIQUE

Après la cérémonie de Verdun

LES COLLABOS APPLAUDISSENT GISCARD

Les paroles de Giscard à Douaumont, rendant hommage à Pétain et justifiant sa collaboration avec les nazis, ont été applaudies par tous les pétainistes et les anciens collabos. Giscard avait déclaré à propos de Pétain : « Si plus tard, affaibli par l'âge, il a été associé aux défaillances et aux malheurs qui ont frappé notre pays, puisse le temps faire pour lui que son souvenir s'identifie à celui qu'en gardent les combattants qui ont servi sous ses ordres et partagé sa victoire ».

Isorni, le défenseur de Pétain, a commenté avec une satisfaction non feinte les propos de Giscard : « Je suis persuadé que par cette phrase, le président de la République vient de rendre un grand service à l'unité de la nation... Il ne pouvait, ce jour-là, en dire plus et ne pouvait le dire mieux ».

Alors que se développe la pression officielle pour

la réhabilitation de Pétain, on se souvient de la récente émission de télévision pour justifier l'action de Pétain pendant l'occupation allemande, les actes de vandalisme contre les monuments rappelant la répression nazie et l'héroïsme des résistants se multiplient. Ainsi, deux jours avant le discours de Giscard à Douaumont, des vandales

ont maculé d'inscriptions plusieurs monuments d'Oradour sur Glane, petite ville dont la population avait été massacrée par les nazis en 1944. Il y a un mois, le musée de la déportation érigé au camp de concentration de Struthof dans le Bas-Rhin avait été détruit par un incendie criminel. Cela n'a rien d'une coïncidence, de tels actes sont encouragés

par les éloges du pouvoir envers les anciens collabos, et toute la campagne contre la Résistance. Giscard n'hésitera pas, le cas échéant, à faire appel à tous ces nostalgiques du nazisme pour le seconder dans sa politique répressive.

C'est cette unité qui se profile derrière l'actuelle campagne de réhabilitation de Pétain.



Le Congrès réuni à Versailles

LES PARLEMENTAIRES SE PROMÈNENT

Suite de la une

Puisqu'il s'agissait de réforme constitutionnelle, Deferre au nom du groupe socialiste, interpela le gouvernement sur les contradictions actuelles entre Giscard et son premier ministre, proposant que la constitution de 58 soit revue afin que de tels conflits puissent être solutionnés. En réalité, ce n'est pas à Chirac qu'il pensait, mais à Mitterrand au cas probable où Giscard le nommerait premier ministre après la victoire électorale de la gauche aux prochaines législatives. La constitution de 58 laisse planer l'incertitude, dans un tel cas.

A l'occasion de l'escapade de Versailles, les rumeurs de remaniement ministériel ont repris, contradictoires. Certains laissent entendre que Chirac en ferait les frais et que Lecanuet en serait le bénéficiaire, d'autres murmurent exactement l'inverse. Ces rumeurs sont alimentées par le secret persistant sur la teneur des entretiens Giscard-Chirac à Brégançon, et l'attitude des parlementaires UDR dans le débat sur les plus-values. Elles révèlent en tout cas que la coalition gouvernementale continue d'être traversée de contradictions sérieuses que Chirac mal-

gré ses fonctions de coordinateur officiel n'a pu pour l'instant régler. Elles révèlent aussi l'indécision du pouvoir sur l'image qu'il doit renvoyer aux masses : celle d'un pouvoir autoritaire et fort, décidé à briser les luttes par la méthode forte ou celle d'un pouvoir libéral et réformiste tel que Giscard a jusqu'ici tenté de s'en donner l'apparence. Il est certain qu'entre ces deux directions, un choix devra être fait dont dépend la composition de l'équipe gouvernementale.

Si pour l'instant, il n'est pas fait, il est un autre choix qui s'affirme chaque jour, celui de l'aggravation de la répression de la restriction des libertés de la restriction de l'appareil répressif, quelle que soit l'étiquette «réformiste» ou «autoritaire» qui le revêt. Cette politique qui se traduit par la multiplication des interventions policières contre nos luttes, les licenciements systématiques de délégués syndicaux combattifs, la présence envahissante de la police, les menaces contre les fonctionnaires et les juges progressistes, seule une riposte d'ensemble pourra la remettre en cause.

Serge LIVET

ENCORE DES HAUSSES

Suite de la une

Il y a deux semaines, les producteurs de cerises du Gard faisaient brûler un camion important des cerises d'Italie, et devaient laisser pourrir les fruits sur l'arbre, les cours ne leur permettant même pas de payer la cueillette ! En fait, il y a eu accumulation de stocks au niveau du négoce, avant que l'arrêt des importations ne soit décidé (cette décision n'était pas une surprise, pour les négociants).

LES HAUSSES DE FOURCADE

4 % sur les yaourts, 3,8 % sur les desserts à base de lait gélifié, jusqu'à 4,8 % sur les fromages frais, 4 % sur les conserves et les confitures de fruits, hausses du même ordre ou supérieures sur le café, les eaux minérales et les produits charcutiers. Enfin, des hausses précisées sont autorisées sur des produits manufacturés, en particulier sur le matériel agricole, les textiles artificiels, les articles de ferblanterie.

La spéculation de ceux qui profitent directement de la sécheresse, bat son plein, aussi : le fourrage, dont le manque est de plus en plus grave, voit ses cours grimper en flèche, et il est certain que des stocks se constituent. Les ventes massives de cheptel auxquelles ont été contraints nombre d'éleveurs, aboutissent à une

LE CYNISME DU DIRECTEUR DES PRIX

M. Vilain, directeur des prix au ministère des Finances a réuni «les différentes parties intéressées» et proposé des mesures immédiates. Il s'agit de la tenue d'une réunion quotidienne entre gros producteurs, grossistes et détaillants, pour déterminer les cours au jour le jour. Mais là où ce commis de l'Etat étale son mépris des masses, c'est lorsqu'il annonce une «campagne radio-télévisée, pour conseiller aux ménagères de ne pas acheter trop cher». Que ce monsieur aille demain sur les marchés donner ses conseils. Il risque d'en perdre le goût...

chute des cours. Là aussi, la spéculation se prépare.

Ce scandale annuel des prix des fruits et légumes, particulièrement grave cette année, se réduit-il à la spéculation ? Tout d'abord, les spéculateurs, se sont les trusts agro-alimentaires, ceux qui contrôlent les circuits de distribution, les chaînes de grands magasins. D'autre part, ils se nourrissent de l'anarchie capitaliste en matière de production agricole et dans le même temps, l'aggravent. Qu'ils s'agissent des conséquences de la sécheresse, ou de la flambée des prix des fruits, c'est l'organisation capitaliste de la production qui est en cause.

Eric BREHAT

CANTONALE DE BOULOGNE : PLUS DE 60 % D'ABSTENTIONS !

Les électeurs de Boulogne Billancourt ont manifesté un profond désintérêt pour l'élection cantonale de dimanche dernier. Pourtant, dès l'ouverture de la campagne provoquée par le décès de Hubert Balança (UDR), élu en mars dernier, on avait assisté à une compétition assez vive (pour une cantonale), entre les divers partis bourgeois. Mitterrand avait donné de sa personne, Georges Gorse aussi pour son poulain de la majorité, le PCF avait aligné un candidat ex-syndicaliste CGT à Renault pour récupérer les voix

des retraités. Les résultats sont là, pourtant : plus de 60 % d'électeurs sur 10 ne sont pas allés voter. Il y a ballotage. Le candidat de la majorité obtient 4217 voix, celui du PCF 2151 (contre 2858 en mars dernier), celui du PS 2035 voix. La satisfaction est vive au PCF, surtout d'avoir devancé le socialiste. Histoire de faire passer la pilule de Tours, l'Humanité annonce la progression du PCF. Elle n'oublie qu'une chose, c'est que le PCF a recueilli 700 suffrages de moins qu'en mars.

RÉPRESSION SAUVAGE A MONTPELLIER : ARRÊTÉS SUR TÉMOIGNAGE DE CRS ET DE VIGILES !

Suite aux affrontements qui eurent lieu le jour des examens à l'université de Montpellier, deux étudiants ont été inculpés pour jets de cocktails molotov et condamnés à un an de prison chacun, dont quatre fermes. Ces étudiants ont été arrêtés sur la base du témoignage de ... CRS et de vigiles. Deux étudiants ont été arrêtés chez eux par la police par suite d'une plainte déposée par Martel, président de l'université. Ces étudiants risquent plus que les autres parce qu'ils sont accusés de

port d'armes. Un étudiant espagnol est recherché par la DST ! Martel a déposé une plainte contre X, ce qui veut dire que n'importe quel étudiant trop actif pendant la grève peut être inculpé. Un comité de soutien a été constitué pour la libération des deux camarades emprisonnés et des deux condamnés. Il s'élève contre la répression qui s'abat sur les luttes populaires et exige la libération de tous les emprisonnés.

Corr. Montpellier

PROCES SIMEONI

Manifestation à Lyon pour la libération d'Edmond Siméoni, vendredi 11 juin, à l'appel de la CSC (Conseil des Etudiants Corses) et du Comité d'action et de vigilance, cinq cents personnes, dont de nombreux Corses, ont manifesté pour exiger la libération d'Edmond Siméoni et de ses camarades. La manifestation a arboré de très nombreux drapeaux corses et a chanté des chants patriotiques corses. Les manifestants ont, en outre, dénoncé les agressions de police contre les diffusions de tracts, rue de la République, appelant à cette manifestation.

en bref...

Soutien à Roux et Colomb

Le Comité de Soutien aux deux militants anti-fascistes Roux et Colomb, condamnés à dix-huit mois de prison pour avoir riposté à une agression fasciste à Jussieu, se réunit ce soir, à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M^o Alexandre Dumas). Le Comité, qui était présent à la fête du PSU, établit un dossier sur les agressions commises par les groupes fascistes et la répression contre ceux qui s'y opposent.

Un coup de main à Giscard

André Bergeron a choisi la ville d'Evreux et la tribune du Congrès de l'Union des Syndicats Force «Ouvrière» pour donner un nouveau coup de main à Giscard. «La reprise est réelle et incontestable», a-t-il déclaré en prenant pour exemple la baisse de 17 000 inscrits aux ASSÉDIC de avril sur mars. Une chose dont n'a pas parlé le patron du syndicat jaune, c'est que le chiffre du chômage reste supérieur à un million, c'est-à-dire au double de ce qu'il était avant la crise. Il a oublié les 500 000 jeunes qui arriveront en septembre sur le marché de l'emploi ainsi que tous les efforts déployés par son ami direct, Giscard, pour camoufler le chômage sous forme d'emplois à temps partiel et intérimaires. C'est sur tous ces silences et toutes ces manipulations qu'est fondée la «sérénité» de Bergeron.

Il faut bien que le patron de l'UNEDIC justifie ses honoraires !

HALTE AUX PRISES D'OTAGES !

SOLDATS DU 2^e R.C. AU TROU

Accusés d'avoir participé à la manifestation du 1^{er} Mai, quatre appelés du 2^e R.C. de Verdun ont été mis au «trou» ; il s'agit de :

- Les chasseurs 2^e cl. :
- Morin Jean (Vendée)
- Edel Denis (Epernay)
- Les brigadiers :
- Falgot Roger (Val de Marne)
- Le Pechoux Jacky (Rennes)

Exigeons leur libération immédiate !

LUTTES OUVRIÈRES

SMN CAEN: L'ACTION REPART

Lors de la grève des haut-fourneaux, la volonté de la direction de diviser les travailleurs en mettant une partie des laminoirs en lock-out (voulant ainsi monter les ouvriers des laminoirs contre ceux des hauts-fourneaux) fut un échec et les travailleurs des laminoirs (parachèvement «A 900») l'ont démontré en engageant à leur tour l'action ! Les ouvriers des 4 équipes ont débrayé à chaque poste, ce qui a amené la paralysie du blooming, les fournistes étant obligés d'arrêter eux-aussi. Ainsi, l'aciérie, bloquée à la suite, entraîna l'arrêt de deux hauts-fourneaux. Les gars du secteur «A 900» (parachèvement) ont vraiment été surpris lorsqu'ils ont appris que leur mouvement avait contraint à l'arrêt deux hauts-fourneaux. Ceci leur a fait prendre conscience qu'ils étaient un secteur-clé. C'est une bonne chose, car auparavant, cela ne leur apparaissait pas évident. Il faut dire aussi que les débrayages ont été suivis par la quasi-totalité des ouvriers, ce qui montre une évolution dans ce secteur par rapport à avant. La prise de conscience est en train de

faire son chemin ! La direction n'ayant accordé que quelques miettes lors d'une entrevue jeudi 10, les travailleurs vont décider comment poursuivre leur action car un élément nouveau est apparu : samedi matin, tous les travailleurs de la SMN ont reçu une lettre à domicile. Cette lettre fait suite au chantage lors de la grève des hauts-fourneaux, les lamentations du patron, ses difficultés, la menace du chômage, la fermeture de l'usine... bref, du déjà entendu.

Les travailleurs ne marchent plus et si leur réaction a été tardive la première fois, leur colère rentrée à l'époque, éclate maintenant au grand jour (surtout à l'annonce d'une augmentation de 1% au 1^{er} juin) !

Jusqu'à là, les directions syndicales soutiennent ces mouvements, mais leur attitude dans les conflits précédents, impose d'être particulièrement vigilant, surtout pour éviter que la lutte ne soit déviée dans un autre sens que celui désiré par les travailleurs quand la situation sera plus tendue.

Correspondant SMN

Le Comité anti-fasciste de Boulogne-Billancourt communique

Jeudi 10 juin au soir, à l'occasion des élections cantonales, les fascistes du Front National, en présence de leur chef, Le Pen, osaient convoquer un meeting en plein Billancourt, à moins de cinq cents mètres des milliers d'ouvriers de Renault, ce qu'aucune force fasciste n'avait osé entreprendre depuis plus de dix ans.

Les membres du Comité anti-fasciste de Boulogne-Billancourt s'étaient spontanément portés à proximité des usines Renault, pour organiser la protection de la sortie des ouvriers immigrés de l'équipe du soir.

La police est alors intervenue en collusion ouverte avec la force fasciste pour arrêter deux militants anti-fascistes du comité :

- un jeune postier de 18 ans, Dominique Le Sénéchal et

- Charles Arnuls,

alors qu'ils se trouvaient près d'un dépôt de bâtons et de bouteilles d'essence.

Le pouvoir qui les a mis en détention provisoire semble vouloir appliquer une répression exemplaire sur ces deux militants puisqu'ils inculpés de tentatives de crime et ainsi menacés de passer en assise.

Le Comité anti-fasciste s'élève contre cette infamie, affirme le caractère politique de leur initiative, mène par leur indignation anti-fasciste et appelle à une réunion publique :

Jeudi 18 juin - 20 h 30 à la MJC de Boulogne-Billancourt

pour organiser la riposte appropriée.

INTERDISONS AUX FASCISTES DE RENAITRE DE LEURS CENDRES !

PAS UN FASCISTE A BOULOGNE-BILLANCOURT !

• VERRERIE DE VITRY LA GRÈVE EST VICTORIEUSE :

Au fur et à mesure que la grève durait les produits manquaient en aval dans d'autres secteurs du groupe. 700 personnes environ se retrouvaient au chômage technique. Le patron a finalement cédé sur : - les 40 H. payées sans

diminution de salaire - les heures de grève payées à 35% - 13 jours de repos compensateurs par an - la prime d'assiduité intégrée au salaire - une prime de poste pour les 3x8 non liée au rendement... et diverses autres revendications.

Corr. Vitry

IMRO ROUEN : JOURNÉES PORTES OUVERTES

QUELLES PERSPECTIVES DE LUTTE?

Cela fait maintenant huit mois que l'imprimerie IMRO de Rouen est occupée par les travailleurs. Le jugement d'expulsion a été prononcé et les gars s'attendent à voir arriver les flics d'un jour à l'autre. Lecanuet fait dire par un de ses sous-fifres que «ça se fera au moment opportun» !

Samedi et dimanche, les travailleurs de l'IMRO organisaient un week-end «portes-ouvertes». A l'origine, cette initiative devait permettre que se rencontrent les travailleurs des boîtes en lutte dans la région et même plus largement, qu'ils profitent de ces journées pour débattre des questions qui se posent aujourd'hui dans leurs luttes.

Un gros problème se pose à l'IMRO : la fin de l'année d'indemnisation à 90% approche et il n'y a toujours pas de solutions en vue. Pire, Lecanuet menace de faire évacuer les ateliers.

Pendant ces deux jours, les travailleurs de l'IMRO ont fait visiter l'imprimerie, fait tourner les machines, installé une crêperie et une buvette et aussi de nombreux stands et panneaux racontant leur lutte. De stands d'autres boîtes, il n'y avait que Caron-Ozanne et Lip (seulement samedi).

En fait, il y a eu relativement peu de monde pendant ces deux jours. Une

des raisons en est le sabotage de la direction de la FFTL. Depuis le début de leur lutte, les gars de l'IMRO ont du affronter les pressions de la FFTL. Ils ont même du faire face à un odieux chantage : «Ou vous acceptez de vous plier à nos exigences, de limiter votre lutte, vos formes de lutte à ce que nous disons, ou nous vous lâchons». Ce sont des pressions du même type qui ont été exercées sur les ouvriers de Caron-Ozan-

ne. Quand on connaît le poids que représente la fédération CGT du livre, non seulement en tant que syndicat, mais aussi sur l'embauche et bien d'autres points, on se rend compte des difficultés qu'ont du affronter les travailleurs de l'IMRO. Pourtant, à ces pressions, ils s'y sont parfois opposés avec courage.

Aujourd'hui, face à ces gens qui ne cessent de leur rabâcher : «Il n'y a pas de solutions actuellement, la seule perspective c'est 78, car la gauche au pouvoir fera rapatrier les travaux d'imprimerie faits à l'étranger», le besoin se fait urgent de reprendre l'offensive, de poursuivre et approfondir les liaisons établies pendant des mois de lutte avec d'autres travailleurs.

Comme pour tous les travailleurs en lutte aujourd'hui, le choix se pose ainsi pour ceux d'IMRO : la voie de la résignation en faisant confiance aux directions révisionnistes et réformistes ou s'engager dans la voie du

combat de classe, s'appuyer sur les travailleurs, joindre leurs luttes pour frapper ensemble. C'est dans cette direction que vont les initiatives positives qu'ont pris les ouvriers de l'IMRO.

Samedi devait se tenir un débat sur le démantèlement de l'imprimerie en France, avec des pontes du bureau fédéral de la FFTL-CGT, mais ces messieurs, prenant prétexte de la présence d'un stand du MIR (chilien), ont refusé de discuter avec les visiteurs. L'ensemble des travailleurs de l'IMRO n'étant pas unifié sur l'attitude à adopter face aux dirigeants fédéraux, il n'y eut finalement aucun débat. Et cela amène à se poser une question : quel est l'objectif de telles journées ? Comment faire en sorte que le lundi, on ne se retrouve pas dans la même situation que le vendredi précédent ? C'est toujours positif d'ouvrir les portes de l'usine qu'on occupe, mais si ce n'est pas l'occasion de confronter les points de vue, de définir en commun des objectifs de lutte, alors ça ne peut contribuer à renforcer la lutte de façon décisive.

De toute les usines occupées ou dans les grèves, dans la lutte pour l'emploi comme dans celle contre la répression, monte l'aspiration à s'unir, à lutter ensemble. A l'IMRO aussi, cette aspiration est présente. Témoin, leur participation à de nombreux meetings, à des manifestations avec ceux de Caron-Ozanne et d'autres. C'est cette voie qu'il faut poursuivre, qu'il faut développer pour marquer des points contre la bourgeoisie, l'obliger à reculer. C'est ce dont il aurait été important de débattre pendant ces deux journées «portes-ouvertes».



DESCOURS ET CABAUD

QUELLE RIPOSTE AUX INTERVENTIONS POLICIÈRES ?

En lutte depuis le 31 mai, les travailleurs de Descours et Cabaud peuvent déjà témoigner de l'hypocrisie du jugement rendu en référé «attendu qu'en ce qui les concerne, les grévistes acceptent -sur notre proposition- de ne pas s'opposer à l'entrée et à la sortie des véhicules des fournisseurs des clients du dépôt de la société Descours et Cabaud, à condition que cette société ne puisse utiliser ses propres véhicules en les confiant à du personnel temporaire, et qu'ils soit également interdits de recourir à des «locataires»...»

Qu'ont donné ces belles paroles dans la pratique ?

Flics et patrons même combat !

La police et la direction, main dans la main,

épaulées par les cadres et la maîtrise, sont intervenus jeudi pour dégager le portail, cisailant les chaînes avec des tenailles et vendredi, ils ont fait deux barrages sur la route devant l'usine, en disant que les grévistes bloquaient la circulation. Dans ce quartier ouvrier, le but était de discréditer leur lutte en essayant de laisser croire que les grévistes agissaient ainsi sans aucune explication. La surprise a joué en faveur de la direction, et aucune riposte de masse n'a été organisée avec l'aide de Griffet ou de Longoménil, Brossette, Haribo, IPM, La Générale Sucrière etc... : la seule perspective proposée à ce coup de force par Janine Porte, élue P(C)F, a été de garder son calme, en attendant qu'elle téléphone... au préfet ! Alors que

tous les ouvriers du quartier nord étaient prêts à riposter comme l'on prouve aujourd'hui les travailleurs de Longoménil en arrêtant le travail, et la délégation des Griffet et des travailleurs en lutte depuis deux semaines dans une usine du 4^e arrondissement. Depuis vendredi, le patron a promis de discuter. Aujourd'hui à 10 h 30, les délégués sont montés le voir mais il faut attendre mardi matin, la réponse du PDG de Lyon qui a déjà pourtant donné pleins pouvoirs.

«Il faut trouver des formes de lutte nouvelles et modernes», dit un travailleur en constatant que maintenant les «locataires» travaillent sans être inquiétés. Beaucoup se demandent si en attendant le bon vouloir de la direction, ils obtiendront

satisfaction. «L'agence de Toulon envoie à Marseille des commandés qui devaient partir d'ici, je l'ai su vendredi», témoigne un travailleur. «L'agence de Nice peut aussi briser cette grève». Comment porter un coup à la direction qui fait travailler des caristes, des grutiers et des pontiers, sans aucun permis ? En engageant la lutte au niveau de l'entreprise régionale de Descours et Cabaud bien sûr, mais aussi en s'appuyant sur la volonté de lutte et de soutien très large de tous les quartiers populaires environnants. Les travailleurs doivent discuter entre eux de toutes les initiatives qui peuvent être prises dans ce sens ; beaucoup en ont déjà, mais aucune assemblée générale n'a encore permis d'en débattre. Robert RIVIERE (Marseille)

LUTTES OUVRIÈRES

SEP (Bordeaux) 5 militants «licenciés» et 15 autres menacés "SE BATTRE MAINTENANT POUR LE DROIT DE LUTTER"

ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS DE LA SECTION CFDT DE LA SEP

Aujourd'hui, vingt militants syndicaux de l'entreprise SEP à Bordeaux, dont quinze ont des responsabilités diverses (délégué syndical, délégués du personnel, délégués CHS), voient s'abattre sur eux la répression. C'est à la suite d'une lutte d'un mois pour la réintégration d'un de leurs camarades licencié que cinq ont été licenciés et que quinze autres se sont vus infliger un «dernier avertissement avant licenciement». Il s'agit, dans la région, d'une attaque en règle non seulement contre la section syndicale CFDT de la SEP, mais plus largement contre les syndicats CFDT de la Métallurgie de Bordeaux, que ces militants dirigent pour l'essentiel. Aujourd'hui, une lutte d'ampleur s'engage (manifestations, meetings, comités de soutien, etc...) Se donner les moyens de gagner, de faire reculer le patronat de la Métallurgie de la région ne peut se faire qu'en tirant le bilan de la première lutte menée contre la répression ici. C'est ce dont nous avons débattu avec les militants syndicaux licenciés.

— Quotidien du Peuple : Le 12 mai, vous avez repris le travail, après avoir mené une lutte d'un mois contre la répression. Cette grève n'a pas abouti à la réintégration de votre camarade licencié et, de plus, elle a entraîné la répression contre vingt d'entre vous. Dans le combat de longue haleine que vous menez aujourd'hui, vous devez tenir compte des limites de cette première grève. Quels ont été les obstacles ?

— Pour savoir quelle lutte mener aujourd'hui, pour savoir s'il est possible de gagner dans la lutte que nous engageons, nous avons tiré les leçons de l'expérience que l'on a vécue. On a fait l'analyse de cette première lutte.

On en a pas mal discuté avec les copains de la section, mais aussi avec les non-syndiqués, puis chez nous, les réunions de section sont ouvertes aux non-syndiqués ; on a donc fait un week-end de réflexion là-dessus dès la reprise, après la première lutte : nous disions «*Nous mettons fin à une grève qui dure depuis plus d'un mois. Nous agissons ainsi non pas parce que nous doutons de la justesse de notre combat, mais parce qu'il nous est matériellement impossible de la poursuivre collectivement dans la forme actuelle*». La première chose que l'on constate, c'est qu'aujourd'hui pour faire reculer le patronat contre la répression, se contenter de mener l'action sous forme de grève longue à l'intérieur de l'usine, c'est inefficace. On a vu que la direction s'en moquait ; ça ne sert à rien aujourd'hui de mener la grève trop loin. La première raison, en ce qui nous concerne, c'est qu'il n'y avait pas de pression économique à exercer sur la production de la boîte au sens classique. La boîte exerce un monopole de

fait dans son domaine, et n'est pas soumise à la concurrence, et en cas de grève, elle obtient un report de délais dans les fabrications de la part de l'État.

La deuxième raison, c'est que pression économique ou pas, aujourd'hui, il y a autre chose : à l'entrevue que nous avons eue avec le patron, à l'époque de notre première lutte, celui-ci disait clairement : «*Si vous persistez à vouloir négocier la réintégration, moi je ne serai plus là*». Sous-entendu, c'était lui ou moi. Le directeur des relations sociales nous a dit : «*De toute façon si nous acceptons un tant soit peu de faire suite à votre demande, suite au problème du licenciement, ça nous ôterait toute possibilité de licenciement dans l'avenir*».

**CONTRE LA RÉPRESSION
LA GRÈVE D'USINE NE
SUFFIT PAS**

Donc le patron avait bien compris que si on réintégrait les gars, même s'il n'y avait aucun texte, cela créait un rapport de force tel qu'à l'avenir, il ne pourrait quasiment plus réprimer ; face à cela, il faut donc créer un rapport de force politique qui aille au-delà de la grève d'usine, chose que l'on s'est contenté de faire la première fois. Donc effectivement, il ne faut pas négliger la mobilisation dans les boîtes ; on n'a pas arrêté d'ailleurs ! A l'annonce des licenciements, le 31, les débrayages ont commencé immédiatement, c'est-à-dire que le lendemain de l'annonce on a fait une assemblée générale sur tous les centres de la SEP (il y en a trois), on a discuté avec les gars de ce qu'il était possible de faire. Simplement aujourd'hui, c'est facilement compréhensible, des gars qui sortent d'un mois de grève, même s'ils sont chauds, il y a un

manque de fric pour les uns et les autres ; et puis aujourd'hui, que l'on veuille ou non, on est en juin et ça sent les vacances ; il est donc difficile de trouver des actions qui mobilisent directement les gars à l'intérieur de la boîte.

— QdP : Peux-tu préciser ce que tu entends par créer un rapport de force politique ? Quel type d'initiatives sont envisagées ?

— Nous pensons qu'il vaut mieux se lancer dans une

telles de l'échec de notre première lutte, c'est justement qu'on a pas eu le soutien nécessaire. Créer un rapport de force politique, cela veut dire rassembler un maximum de gens autour de notre lutte pour nous soutenir activement. Nous reviendrons sur ce que nous entendons par là.

**MONTRER CLAIREMENT
L'ENJEU DE LA LUTTE
CONTRE LA RÉPRESSION**

Ces gens-là, ce sont par

exemple les sections syndicales de la Métallurgie. On a commencé un travail de popularisation, de sensibilisation au niveau des syndicats CGT et CFDT. Mais pour rassembler les travailleurs des autres villes, les militants autour de nous, il y a une première condition à remplir dans la

période actuelle. Lors de la première lutte, s'il n'y a pas eu le soutien dans les boîtes, c'est que les militants CFDT n'avaient pas très bien compris la nécessité de lutter contre ces faits de répression. Ils ne comprenaient pas notre grève, cela ne les concernait pas directement. Ils disaient : «*Qu'est-ce que c'est, ils mettent en branle une boîte de 1 300 gars pour un ouvrier qui est licencié ?*» Ça dépassait les gars, c'était quelque chose de nouveau. Cela a contribué à l'échec. Ce

— QdP : Qu'en est-il des illusions sur la justice bourgeoise ? Gagner, n'est-ce pas aussi balayer ces illusions ?

— Une petite partie des gars pense arriver à un résultat dans le cadre de la justice. Dans l'ensemble, les gars sont convaincus que ça ne marche pas, mais certains pensent que «*C'est trop gros, les tribunaux n'accepteront jamais cela*». Ils ne connaissent pas les rouages de la justice, ils voient ça de loin.

Mais dans la boîte, ce n'est pas l'essentiel. L'acquis principal au niveau de la première lutte, c'est que justement, la plupart des gars ont vu tomber leurs illusions.

(à suivre)



popularisation des problèmes de la lutte à l'extérieur de l'entreprise ; on pense que les pressions extérieures sont plus efficaces pour faire céder le patronat sur la répression et qu'elles aideront beaucoup le travail à l'intérieur de l'usine.

Une des causes essen-

exemple les sections syndicales de la Métallurgie. On a commencé un travail de popularisation, de sensibilisation au niveau des syndicats CGT et CFDT. Mais pour rassembler les travailleurs des autres villes, les militants autour de nous, il y a une première condition à remplir dans la

travail d'explication est primordial, il est urgent, sinon on laisse tout passer ! De ce côté-là, aujourd'hui, nous avons rectifié. Globalement, les choses avancent : au niveau de l'UD-CFDT, il y a une quinzaine de jours, on a essayé de contacter un maximum de sections syn-

DÉVELOPONS LA SOLIDARITÉ A CALUIRE - LÉGUMES (banlieu de Lyon)

Depuis quelques jours, le conflit se durcit à Caluire-Légume. Les patrons refusent toujours de véritables négociations. Tous les prétextes sont bons : le dernier en vigueur est que l'un des grévistes aurait volé des clefs de voitures.

Ce dernier est d'ailleurs convoqué chez les flics. Il est vrai que les relations entre les patrons Thievom et Charbotel et la police ont atteint un degré de cordialité peu courant. Ils sont vraiment reçus comme des amis. Cela a permis à Thievom de fonder sur les grévistes avec son tracteur, mercredi matin, en toute tranquillité car ni les flics ni l'huissier présents pour constater l'existence du piquet de grève n'ont rien

vu. Dans le cadre de ce conflit, Lacroix, président de la FDSEA a envoyé une lettre à la CFDT dans laquelle il apporte son soutien aux patrons de Caluire-Légumes, compte tenu de l'attitude des grévistes et du fait que «*des éléments étrangers à l'entreprise se sont immiscés dans ce conflit*» alors qu'il pensait que cette grève se réglerait à l'amiable (c'est-à-dire au mieux des intérêts patronaux). La CFDT demande de rester ferme sur les positions et de s'en tenir scrupuleusement à la convention collective des travailleurs agricoles que la direction ne doit d'ailleurs «*pas connaître*» (!), car dans celle de juillet 74 en vigueur à ce jour, il est écrit :

1) - dans les chambres de première catégorie, c'est-à-dire comportant un équipement sanitaire, le prix du loyer ne doit pas dépasser 89F par mois.
2) - la surface habitable ne doit pas être inférieure à 9m² par personne.

A Caluire-Légume, le loyer est prélevé directement sur la paye à raison de 100F par personne pour un logement de 10m² pour quatre sans aucun confort.

Dans le but de populariser la lutte, des travailleurs en grève se sont rendus au meeting du PxCuF lors de la venue de G. Marchais à Lyon. Le culot est éloquent : 20 minutes de diffusion et ils se sont fait virer par le

service d'ordre. Le même incident a d'ailleurs failli se produire à la fête du P.S., où sans l'intervention virulente d'un membre du comité de soutien, la diffusion et la collecte auraient eu lieu à l'extérieur de la fête. Un des dirigeants départementaux trouvant inconvenant que l'on sollicite les gens de cette façon, alors que dans tous les stands, la retape faisait fureur.

Un gala de soutien est prévu le 19 juin à 20 h 30, Salle St-Denis, Grande Rue de la Croix Rousse. Venez nombreux soutenir la juste lutte des travailleurs de Caluire-Légumes. Rendez-leur visite : Angle chemin de Crépieux rue Petit à Caluire

INFORMATIONS GÉNÉRALES

ASSISES NATIONALES DES MÉDECINS DU TRAVAIL À LYON

TANT QU'ON N'EN RESTE QU'AUX PAROLES...

Un millier de médecins du travail ont participé le week-end dernier aux assises nationales de leur spécialité. Au programme : le bruit industriel et les surdités professionnelles, la vigilance, les toxiques hépatiques industriels et la formation continue du médecin du travail. Comme on pouvait s'y attendre, les dénonciations furent limitées et les solutions proposées restent toutes mineures et ne sortent pas des limites de ce qui est acceptable dans le cadre de l'organisation capitaliste du travail.

«Aucun ouvrier ne devrait avoir d'atteinte auditive même légère». C'est le point de vue de J.C.Lafon, conseiller scientifique à Lyon. Après avoir décrit les conséquences du bruit sur la santé : dégradation de l'oreille, troubles psychiques, altérations de la vigilance, insomnies, il fait état de statistiques qui montrent qu'après 35 ans d'exposition au bruit, la perte d'audition s'aggrave brutalement. Conclusion du rapporteur : «Il faut

atteint même de façon légère, souhait juste (même si on ne peut en garantir le sérieux), c'est toute l'organisation du travail capitaliste et son fondement, la course au profit, qu'il faut remettre en cause. Comme on le voit là, ce n'est plus une affaire pour spécialistes ni un mot jeté en l'air !

UNE MÉDECINE DANS L'IMPASSE

De toutes ces constatations, il fallait bien tirer

des conclusions. Le représentant du syndicat CGC donna le ton. «Le rôle du médecin du travail est essentiel pour une évolution plus humaine de la société industrielle». «Il faut augmenter le nombre et améliorer la formation des médecins du travail». Ces mots de Dijoud représentaient assez bien l'avis général. Le syndicat CGT demandera essentiellement un statut pour la profession. Le CNPF estime que les patrons doivent être plus exi-

geants à l'égard des médecins du travail, vu les éléments que ceux-ci peuvent leur apporter. Ces assises ont été une bonne illustration de la médecine du travail en système capitaliste. Quelques dénonciations, quelques timides suggestions, le tout pour conclure au renforcement d'un corps de spécialistes dont le rôle se borne à faire passer des visites systématiques et à fermer les yeux sur les véritables causes des mutilations quotidiennes dont sont victimes les travailleurs : cadences, salaire au rendement, économies sur la sécurité, course au profit. Les quelques médecins qui l'ont dénoncé se sont retrouvés rapidement licenciés ou sont en voie de l'être comme le Dr Thilliez, que la direction de Peugeot-Lille ne trouvait pas assez servile. La médecine du travail est l'exemple même d'une institution qui, les



avancer à 55 ans l'âge de la retraite pour les ouvriers exposés.

Ce que n'a pas dit J.C.Lafon, c'est que c'est bien plus tôt que l'audition des ouvriers est détériorée. Dans certains ateliers d'Usinor, c'est au bout de deux ou trois ans que l'audiogramme des jeunes ouvriers (normalement les plus résistants) indique une surdité professionnelle. Pour remplir le «souhait» de M.Lafon qu'aucun ouvrier ne soit

des conclusions. Le représentant du syndicat CGC donna le ton. «Le rôle du médecin du travail est essentiel pour une évolution plus humaine de la société industrielle». «Il faut augmenter le nombre et améliorer la formation des médecins du travail». Ces mots de Dijoud représentaient assez bien l'avis général. Le syndicat CGT demandera essentiellement un statut pour la profession. Le CNPF estime que les patrons doivent être plus exi-

mais liées, fait mine d'enquêter sur les effets nocifs d'un système qui multiplie sans cesse les causes de maladies et d'accidents, d'une institution policière destinée à trier les ouvriers les moins résistants à l'exploitation, des autres. 30 ans après la création de la médecine du travail par Ambroise Croizat, ministre PCF à la libération, cette constatation ne manque pas d'intérêt.

Pierre PUJOL

Nouvelle hausse des tarifs médicaux:

CONSULTATION À 32F, VISITE À 44F AU 1^{er} JUILLET

La Confédération des Syndicats Médicaux a établi de nouveaux barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet. La consultation de généraliste passera à 32 F au lieu de 30 F. La visite passe au niveau national à 44 F pour les généralistes, et à 60 F pour les spécialistes. La consultation de spécialistes passera de 45 F à 48 F. D'après la CSMF «ces haus-

ses sont uniquement destinés à assurer la gestion des cabinets médicaux sans pour autant assurer le pouvoir d'achat des médecins». Tant qu'il y n'y a pas accord sur ces nouveaux tarifs avec la Sécurité Sociale ces hausses resteront entièrement à la charge des assurés. Les médecins comptent sur le mécontentement des travailleurs qui ne se verront pas

rembourser pour contraindre la Sécurité Sociale à reconnaître leurs tarifs. Comme on le voit c'est toujours sur le dos des travailleurs que retombent les effets de l'inflation, les médecins refusant de voir baisser leurs avantages, déjà pourtant substantiels. Ces nouvelles hausses vont renforcer l'hésitation des travailleurs malades à faire appel au médecin.

VACCIN CONTRE L'HÉPATITE B : une demi solution

La progression de l'hépatite virale était au centre des préoccupations des médecins et chercheurs réunis à Toulouse le 11 juin dernier pour un colloque de pathologie infectieuse.

Des deux types d'hépatite (l'hépatite A qui se transmet par contamination alimentaire, comme les coquillages), l'hépatite de «la seringue», ou à virus B est la plus dangereuse vue ses complications, parfois mortelles. Le virus B est transmis par une transfusion de sang, une piqûre avec une aiguille insuffisamment stérilisée, une blessure, tous moyens mettant en contact notre sang et celui d'un hépatique ; un mois plus tard, survient l'hépatite. C'est une maladie grave qui entraîne une insuffisance hépatique par inflammation et destruction des cellules hépatiques : le foie ne joue plus son rôle détoxifiant, ne fabrique plus de cholestérol, ne participe plus au stockage du sucre, ni aux

phénomènes de coagulation.

le vaccin contre l'HÉPATITE A VIRUS B

Les malades souvent transfusés et leur personnel soignant sont les plus exposés ; (dans les services de réanimation, de rein artificiel). La France a d'ailleurs le triste record du nombre de cas d'hépatite en milieu hospitalier dont 350 cas reconnus à l'assistance publique en 1975).

Expérimenté en France, avec succès dans des services de rein artificiel, ce vaccin ne semble pas présenter d'inconvénients et constitue un espoir pour les hospitaliers. Fabriqué par l'Institut Pasteur pour le tester plus largement dès juillet prochain, il ne sera commercialisé qu'en été 1977. A moins de vacciner toute la population (y compris les futurs malades...) le vaccin ne résoudra pas le problème grave de l'hépa-

tite B tant que les mesures de prévention nécessaires ne seront pas prises : la suppression des seringues en verre, l'utilisation de matériel jetable pour les malades, de gants pour les travailleurs hospitaliers. Ces mesures qui ne sont pas appliquées vu les cadences imposées par manque de personnel : «On court toute la journée et bien souvent on se pique avec une aiguille, ayant déjà servi ; on n'a pas le temps de prendre des précautions, ni de sortir pour manger au réfectoire, on mange sur place...»

C'est la même politique de profit qui restreint le matériel à usage unique, et qui refuse d'ouvrir l'embauche dans les hôpitaux, ce qui retentit gravement sur la santé des malades et des travailleurs hospitaliers. La découverte du vaccin qui constitue une arme efficace ne fera pas cesser la lutte pour une réelle prévention, pour éviter que les malades ne soient atteints d'hépatite.

UN FERRAILLEUR DE BANDOL ET DES JEUNES DE TOULON, VICTIMES DE GRAVES SÉVICES, ACCUSENT LA GENDARMERIE

Une déclaration de Jean Cochard, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire traduit l'inquiétude du pouvoir : «J'ai immédiatement fait faire une enquête disciplinaire que je suis personnellement et, qui est

dirigée sur place par le général commandant de la région. De cette affaire, on va sans doute tirer des généralisations ; or, je persiste à dire que le personnel est sain et que s'il y a des brebis galeuses, il faut les éjecter».

manège d'un forain par des jeunes à St-Cyr. Or, ce forain n'a même pas pu identifier les jeunes en question. La mère de l'un d'entre eux, petit fils d'un général de gendarmerie, a déclaré : «Il a été battu à coups de pieds, de poings, et a reçu plusieurs coups de nunchaku (fléau) sur les vertèbres cervicales !»

D'autre part, une dizaine de jeunes déclarent avoir été



battus par les gendarmes de Toulon, la veille de l'Ascension. Ces faits se sont déroulés suite à l'attaque du

La multiplication des sévices policiers, coup sur coup à Bandol et à Toulon, attire l'attention sur une pratique courante des forces de l'ordre, en particulier contre les jeunes. Ces actes particulièrement graves montrent le véritable sens de la campagne sur la sécurité de Ponia-towski. Les responsables ne sont pas des «brebis galeuses» comme on voudrait nous le faire croire, mais bien des fonctionnaires traduisant en actes, de manière un peu trop zélée, l'esprit de la loi.

en bref...

● L'EDF annonce que la sécheresse est responsable d'une baisse de production hydraulique de 20 % (12 millions de KWH de moins). Les centrales thermiques seraient donc «poussées», d'où augmentation de la consommation en fuel... et peut-être des tarifs.

FÊTE DU PSU

Plusieurs milliers de personnes se sont rendues à la fête du PSU à la Courneuve ce week-end pour écouter de nombreux orchestres. De nombreux groupes avaient installé leurs stands pour faire connaître leur action. Des débats ont rassemblé dans l'ensemble peu de personnes, hormis le débat sur la justice. Cette fête était

BEAUCOUP DE SOLEIL, PEU DE POLITIQUE

marquée par un assez fort apolitisme. Elle exprimait largement les aspirations d'une partie de la petite bourgeoisie radicalisée : libération sexuelle, antimilitarisme, etc...

La place des entreprises en lutte était particulièrement réduite. Enfermées dans une sorte d'enclos, leurs stands

ont été peu fréquentés, comparativement à d'autres. Les travailleurs présents exprimaient souvent leur mécontentement et leur gêne. «Un vaste rassemblement populaire» disaient les organisateurs, mais la composition sociale, la portion congrue réservée aux luttes ont largement démenti cette affirmation.

INTERNATIONAL

Liban

«ASSAD, LE LION AU LIBAN, LE LAPIN AU GOLAN»

Suite de la une

Les troupes syriennes ont essayé de faire une percée en direction de la ville de Saïda, au sud. De nouveaux renforts sont arrivés autour de cette ville, après la première défaite des Syriens dans cette ville, il y a quelques jours.

Les chars syriens ont avancé en direction de la région de l'Arqoub, région du sud entièrement contrôlée par les forces révolutionnaires palestiniennes. Les Syriens veulent détruire la principale force de la Révolution Palestinienne qui défend encore le sud contre toutes les agressions sionistes. Sans la présence de cette force, les Israéliens auraient depuis longtemps envahi une partie du sud du Liban. Voilà que les Syriens se mettent à frapper cette force ! Et les sionistes qui connaissent déjà le plan syrien contre la Révolution Palestinienne ont cessé toutes menaces contre la Syrie sur la «ligne rouge», sorte de limite que les Israéliens avaient fixée à la pénétration syrienne au Liban. Mais actuellement, les Syriens sont bien dans cette «ligne rouge», et

l'Etat d'Israël ne menace plus. Au contraire, les sionistes ont plutôt menacé d'intervenir si les troupes syriennes ne le font pas ; Rabin a déclaré qu'il ne «laisserait pas les forces palestiniennes se réorganiser». Au sud, les forces palestiniennes et libanaises ont décidé de s'opposer par tous les moyens à l'entrée des troupes syriennes dans la région, pour rester en situation de poursuivre la lutte contre l'Etat sioniste.

Forts à nouveau de l'appui des troupes syriennes, les Phalanges et les milices de Chamoun ont recommencé leurs bombardements sur le secteur ouest de Beyrouth, contrôlé par les forces

patriotiques, et la région de la montagne où celles-ci sont installées. Dans la montagne, les positions des forces patriotiques subissent les tirs des Phalanges et des Syriens en même temps. Les masses palestiniennes et libanaises ont bien compris le rôle que joue la Syrie, c'est pour cela qu'aujourd'hui, on dit au Liban : «Assad, tu es lion au Liban et un lapin au Golan» (le mot Assad veut dire «lion» en arabe) ; le Golan est la partie de la Syrie occupée par les sionistes. C'est sur le Golan que le régime syrien vient d'accepter à nouveau la présence des forces de l'ONU qui vont interdire aux soldats syriens de libérer leur terre.



Haouch Al Omara est un village de la Békaa. Il est situé à l'entrée de Zahlé. En parler, c'est donner une image de la réalité de l'intervention syrienne au Liban et révéler quelles forces la Syrie a réellement aidées.

Mais c'est aussi la plupart des problèmes de quinze mois de lutte au Liban qui se sont posés ici : le confessionnalisme, l'attitude des notables, etc...

A Haouch Al Omara, il y a deux quartiers. L'un est composé en majorité de propriétaires terriens chrétiens, l'autre d'ouvriers agricoles musulmans. Entre les deux quartiers, il n'y avait pas une tension confessionnelle.

Le député de Haouch Al Omara, très lié à Chamoun, chef du parti des «nationaux libéraux», reçoit l'ordre de celui-ci au début des événements de créer des milices. Des «comités d'entraînement» sont créés à Zahlé, un centre est ouvert à

Haouch Al Omara dans l'église.

Les combats commencent dans cette région en août, à la suite d'un assassinat d'un Palestinien et d'un Musulman de la région. Aussitôt, les milices montrent leurs armoiries et leur détermination à combattre.

L'armée intervient directement dans les combats aux côtés des forces réactionnaires. Haouch Al Omara subit la plus dure des attaques de l'armée, et des milices. Pendant dix-sept heures, sans s'arrêter, trente-cinq chars de l'armée bombardent le quartier musulman. Celui-ci est entièrement rasé, les milices réactionnaires brûlent ce qui reste encore debout. Quarante-cinq familles sont ainsi dispersées dans toute la Békaa, sans abri et sans travail.

Les habitants chrétiens du village se désolidarisent d'eux. Seuls quelques militants conscients se mettent à leur côté, mais sont aussitôt rejetés de leur communauté.

LES HABITANTS CHASSÉS DE CHEZ EUX S'ORGANISENT

Avec l'aide des forces patriotiques libanaises et de la Révolution Palestinienne, les habitants chassés de leur terre s'organisent. Tous les dimanches, ils se réunissent dans une assemblée générale pour discuter des mesures à prendre. Leur mot d'ordre est le retour au village, armés pour assurer leur défense. Peu à peu, le point de vue des traditionnels apparaît : faire la paix avec les Zahlotes (milices de Zahlé) avant et discuter avec eux sur les modalités du retour.

Ce point de vue correspond avec celui d'une partie des Zahlotes, et avec celui des Syriens, qui commencent à intervenir ouvertement dans le conflit au Liban. C'était déjà au début de l'année 76.

Entre temps, les Zahlotes pensent construire, dans le quartier rasé, des bâtiments pour eux. Si tous les Zahlotes sont d'accord contre les habitants du quartier, des divergences apparaissent entre eux au sujet des conditions du retour. Pour les «modérés», il faut que les habitants du quartier rasé retournent désarmés ; pour les autres, il faut demander à la Syrie de lutter contre la Résistance Palestinienne et l'Armée du Liban Arabe dans toute la région de la Békaa

pour qu'ils soient sûrs qu'il n'y aura plus aucune résistance à leur visée.

Les habitants du quartier rasé de Haouch Al Omara élisent un comité pour les représenter, dans le cas où des discussions pourraient s'engager pour leur retour au village. Des mesures sont prises contre les Zahlotes : interdiction aux Zahlotes de descendre aux champs pour visiter leurs terres avant que le retour des habitants ne se soit effectué.

L'INTERVENTION SYRIENNE

Un matin, le comité est convoqué par le maire de Zahlé. En même temps, le responsable de Fath de la région y est entraîné. Tous croient que le maire veut discuter avec eux de leur retour. Mais arrivés chez lui, ils sont surpris de voir les milices Zahlotes, des officiers syriens et un notable, ami de Moussa al Sadr (chef du «Mouvement des Dëshérétés», organisation confessionnelle musulmane). Là, les réactionnaires réunis (milices, Syriens, le notable et le maire) posent comme condition la liquidation de l'Armée du Liban Arabe pour le retour des villageois. Un responsable de Fath sort de la réunion après avoir expliqué que l'Armée du Liban Arabe ne peut être dissociée de la Révolution Palestinienne.

Le comité élu des habitants est alors rejeté par les habitants eux-mêmes après qu'il ait accepté de faire un comité commun avec les Zahlotes. Il est remplacé par un nouveau comité qui devra alors demander l'avis des habitants avant toute démarche.

Devant la détermination des habitants, les Syriens menacent : «*Tout coup porté aux Zahlotes est un coup contre la Syrie*».

La dernière intervention armée de la Syrie a finalement aidé les Zahlotes. Le blocus contre Zahlé a été levé, c'est-à-dire qu'ils vont pouvoir aller aux champs sans crainte. Mais les habitants du quartier rasé de Haouch Al Omara ne sont toujours pas retournés chez eux. Ils sont toujours sans logis et sans travail. Ils savent très bien ce que c'est l'intervention syrienne au Liban. C'est pour cela qu'ils luttent à présent contre l'armée syrienne, par tous les moyens : ils ne possèdent plus rien. Pour retrouver leur terre, la seule possibilité qui leur reste, c'est la lutte armée.

THAÏLANDE : Un avion de l'armée thaïlandaise a été abattu dans le nord de la Thaïlande alors qu'il volait à basse altitude pour bombarder au napalm sur des positions de l'armée de libération dans le mont Khai kor. L'armée thaïlandaise dit que c'est la plus grosse perte depuis que l'aviation est utilisée dans la guerre, il y a dix ans.

Cambodge

LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Déclaration de la mission du gouvernement du Kampuchea Démocratique en France



LES PRÉPARATIFS POUR LA SAISON DES PLUIES

Sur la route n°26 au nord-ouest de Phnom Penh, les villages et les rizières avaient été complètement détruits par les combats. Aujourd'hui, les maisons sont reconstruites et les réseaux d'irrigation ont été organisés, un grand canal a été creusé de Au Kraing Ambel à la route n°26. En un an, la région ravagée par la guerre, est redevenue une campagne, où les paysans peuvent cultiver. Pas comme autrefois d'ailleurs : aujourd'hui, les

paysans ont organisé des coopératives qui leur ont permis de réaliser rapidement la mise en route de l'agriculture.

Dans toutes les régions, on prépare la saison des pluies. Dans la région de Kompong Kdei, les labours et les semailles ont été menés avec efficacité et dans certains endroits, on se prépare au repiquage. Les importants travaux hydrauliques réalisés au cours de la précédente saison sèche per-

mettent d'ensemencer de plus grandes surfaces.

Les coopératives ont permis de doter les campagnes de troupeaux reconstitués, et d'organiser dans les campagnes toute une gamme d'ateliers artisanaux notamment de tissage et de petite métallurgie. Dans la région de Kratie, la production de tissu couvre presque les besoins de la région. Les ouvriers de l'artisanat ont pu équiper les unités agricoles en outils de toutes sortes.

(...) Sur le plan extérieur, le Kampuchea Démocratique (...) ne s'ingère en aucune façon dans les affaires intérieures d'autres pays (...). Mais le Kampuchea Démocratique s'oppose résolument à toute ingérence étrangère, sous quelle forme que ce soit, dans ses affaires intérieures.

Conformément aux principes sus-mentionnés, la Mission du Gouvernement du Kampuchea Démocratique en France met en garde l'opinion française et internationale contre la campagne de dénigrement et de calomnie à l'encontre du Kampuchea Démocratique, entreprise actuellement par quelques journalistes, qui avilissent leur profession et qui s'abaissent jusqu'à faire du mensonge pur et simple l'objet de leur gagne-pain. Les autorités françaises, quant à elles, portent une grande part de responsabilité dans toutes ces activités qui attentent gravement à l'honneur et à la dignité du Kampuchea Démocratique. Cette attitude dément on ne peut mieux les affirmations maintes fois répétées de ces mêmes autorités selon lesquelles elles sont disposées à normaliser leurs relations avec le gouvernement du Kampuchea Démocratique.

INTERNATIONAL

LE GOUVERNEMENT RHODESIEN VEUT LA GUERRE

Dans la soirée de jeudi, l'aviation du gouvernement raciste rhodésien a bombardé des emplacements de batteries et des dépôts de munitions de l'armée du Mozambique de l'autre côté de la frontière avec ce pays. Un porte-parole du gouvernement rhodésien a invoqué le «droit de suite» contre les guerilleros patriotes dont les arrières sont situés au Mozambique. Il a précisé que cette opération avait été décidée «à un haut niveau», qu'elle constituait un avertissement à la Zambie qui vient d'autoriser la guérilla à opérer sur son territoire, et qu'elle montrait que la Rhodésie était prête à une extension de la guerre.

Rappelons qu'à la suite de bombardements de villages à la frontière, le 23 et le 24 février, le gouvernement du Mozambique avait fermé sa frontière avec la Rhodésie, la coupant du port de Beira, et avait confisqué les biens des colons rhodésiens. Début mars, le président Samora Machel avait déclaré l'état de guerre et proclamé son soutien total aux patriotes du Zimbabwe, disant notamment : «La liberté du Zimbabwe est la liberté du Mozambique».

Actuellement, la solidarité des peuples africains avec la lutte armée des patriotes du Zimbabwe se renforce sous diverses formes : soutien politique et financier de l'Organisation de l'Unité Africaine, aide logistique et militaire des pays voisins (Tanzanie, Zambie, Mozambique), sanctions économiques en application des décisions de l'ONU.

Aujourd'hui, face à cette solidarité accrue, un



développement de la lutte armée, avec en particulier l'ouverture d'un nouveau front sur la frontière de la Zambie, le gouvernement raciste de Rhodésie veut intimider par ces bombardements les peuples africains ; il pense peut-être avoir intérêt à une extension de la guerre : en effet, Smith a rencontré, dimanche, à Pretoria le premier ministre sud-africain, Vorster, qui doit lui-même rencontrer cette semaine Kissinger en Allemagne. En précipitant les choses, Smith voudrait appeler au secours ses protecteurs impérialistes.



Argentine Arrestation de Gerardo Gatti, militant de la résistance uruguayenne

Suite de la une

En 1971, tandis que se déroulait le grand «show» des «élections libres» (il y avait déjà des centaines de prisonniers politiques et le pays était virtuellement en état de siège), Gerardo Gatti était prisonnier à la disposition du pouvoir exécutif. C'est à ce moment-là que l'hebdomadaire «Companero» publia sa «Lettre à un colonel de l'Armée Uruguayenne» :

«Je peux vous assurer que votre satisfaction se changerait rapidement en peur. Avec votre «45» au poing, vous auriez plus peur que jamais. Peur devant des enfants, devant des centaines d'enfants. Vous auriez peur de mesurer la haine qu'ils ont contre vous, les représentants de la Tyrannie. Cette haine, c'est vous-mêmes qui leur avez inculquée, jour après jour.

Vous auriez encore plus peur, Monsieur, si vous appreniez ce que pensent de vous les enfants des milliers d'Uruguayens licenciés, persécutés, emprisonnés ; et nos enfants sont déjà presque des adolescents.

Certains d'entre eux attendent avec impatience ces quelques heures par semaine qu'ils peuvent passer dans les prisons et les casernes, surveillés par

des armes qu'ils commencent à bien connaître, avec leur père, cet homme qu'ils aiment, qu'ils respectent et dont ils ont besoin.

Nos enfants ne nous pardonneraient pas si, pour les rejoindre, nous perdions notre dignité. Ni devant vous, ni devant personne. C'est le seul titre que nous possédions en tant qu'ouvriers, en tant que militants, en tant qu'hommes : notre dignité».

Poursuivi par la dictature de Bordaberry et les militaires depuis 1972, il résidait actuellement en Argentine.

Son arrestation en Argentine fait partie de la tentative désespérée de la dictature civilo-militaire pour briser la résistance populaire. Avec Bordaberry ou sans lui, les aspects répressifs du système restent les mêmes ; c'est à cette répression que la résistance populaire s'oppose inflexiblement et sans cesse. Cette résistance c'est manifestée récemment par de nombreuses actions de protestation ouvrière parmi lesquelles il faut remarquer celle des travailleurs de l'entreprise de caoutchouc Funsal/ Firestone.

Etats-Unis

Scandales et règlements de compte

Un membre du Congrès américain, Wayne Hays a loué les services d'une jeune dame : officiellement, elle était secrétaire, en réalité selon ses déclarations, elle fut uniquement embauchée pour être la maîtresse de Hays, avec un salaire de 33 000 dollars par an (environ 15 millions d'anciens francs). Pour arrondir ses fins de mois, cette jeune femme a révélé qu'elle avait «reçu l'ordre» d'un membre du congrès pour avoir des relations intimes avec un sénateur, afin qu'il collabore avec lui.

La pureté des mœurs américaines veut que, chaque fois que l'on veut disqualifier un homme politique, ses indélicatesses amoureuses soient étalées sur la place publique, alors même qu'elles sont pudiquement ignorées quand tout va bien. Ce Hays d'ailleurs avait exigé il y a quelques années l'expulsion du député noir Powell, auquel de tels écarts étaient reprochés ; en réalité, on voulait bloquer des mesures législatives en faveur de l'égalité raciale. Aujourd'hui, Hays accuse ses censeurs, notamment le chef de la majorité au Congrès de chercher à l'éliminer «pour concentrer tout le pouvoir entre ses mains». Les choses vont bien mal pour M. Hays qui a absorbé une trop grande quantité de barbituriques et sort du coma dans une clinique de l'Ohio.

Colombie

La bataille de "La Casena"

Un crime abominable a été commis ce mardi 18 mai par les forces de police : un enfant de dix ans, Fernando Osorio, a été frappé à mort, à coups de matraque et à coups de pied, par des policiers, à l'intérieur même de la maison, lors de l'expulsion. On l'a transporté à l'hôpital, mais il était déjà trop tard.

La mère, folle de douleur, hurlait : «Assassins ! Policiers assassins !» Les médecins ont d'abord reconnu que l'enfant était mort des suites des coups, pour ensuite insinuer que c'était en fait une broncho-pneumonie qui l'avait tué. Mais rien ne peut étouffer ce crime ni empêcher les gens de se rendre compte de l'horreur qu'il représente.

Comme si ce n'était pas assez, les autorités ont entamé un chantage autour du cadavre de l'enfant, refusant de le rendre à la mère sous prétexte que «des agitateurs professionnels infiltrés parmi les habitants pourraient profiter de ce fait pour créer des troubles de l'ordre public». (Les habitants avaient d'un commun accord décidé d'organiser la veillée funèbre dans la rue, là où ils sont maintenant installés).

La journée du mercredi, les habitants injustement expulsés ont organisé des collectes dans le quartier pour payer l'enterrement du petit combattant Fernando. Ils ont lancé des appels à la population pour obtenir des médicaments et d'autres secours matériels (trois fem-

mes, dont une enceinte, qui a été elle aussi sauvagement frappée, sont gravement malades, soignées par leurs parents et amis). La Croix Rouge (dont c'était le jour le 17 mai, et qui venait d'organiser dans tout le pays une collecte monstre pour remplir ses caisses) est venue leur apporter quelques matériaux, couvertures et médicaments, puis est repartie.

Toute la journée ont été tenus des meetings d'information et d'appel à la solidarité. Plusieurs organisations politiques de gauche et plusieurs syndicats sont venus apporter leur soutien, qui se concrétisera sans doute dans les prochains jours. Quant aux habitants délogés - qui sont maintenant bien organisés - ils se sont répartis dans divers quartiers, dans les universités, dans les bus, etc... pour informer le plus grand nombre de gens possible sur ce qui se passait.

La lutte que menaient, depuis plusieurs années déjà, les habitants de La Casena contre les mesures d'expulsion a pris des proportions nouvelles. Plus unis et décidés que jamais, ils comptent bien reprendre

cette maison qui leur appartient de droit. Par ses motivations et par ses formes, cette lutte est partie intégrante de la révolution colombienne ; et jouit d'un large soutien dans diverses couches de la population.

(A Bogota, où les «quartiers d'invasion - c'est-à-dire à peu près les bidonvilles - sont plus nombreux que les quartiers construits «légalement», les expulsions sont un fait presque quotidien. Celle dont il est question ici n'en est que l'exemple le plus brutal et les plus inhumain).

Bogota, 19 mai 1976
CORRESPONDANT

DANEMARK

A cours de manœuvres de la marine danoise, des incidents ont opposé les marins danois à des patrouilleurs est-allemands. Alors que les Danois devaient récupérer une torpille d'exercice tirée par un sous-marin, les marins d'un navire de RDA l'ont interceptée. Les Danois se sont accrochés à leur torpille et ont réussi à la ramener. L'Allemagne de l'Est serait particulièrement intéressée par le système de téléguidage spécial de ces engins.

en bref...

MADAGASCAR : Au cours de la visite de Ratsiraka, président de Madagascar, la République Populaire et Démocratique de Corée a exprimé son soutien complet à la juste lutte du gouvernement malgache pour faire de l'Océan Indien une zone de paix démilitarisée et dénucléarisée en application de la résolution des Nations-Unies. Reçu en Chine à la fin de son séjour en Corée, le président malgache a déclaré «Nous voulons particulièrement mentionner notre solidarité avec les peuples du Zimbabwe, de Namibie et du Sahara Occidental».

RACISME BRITANNIQUE : 7000 manifestants d'origine asiatique ont manifesté dimanche dans les rues de Londres contre les crimes et les attentats racistes dont ils sont victimes depuis plusieurs semaines.

ANGLETERRE : Les Trade Unions (syndicats) de la presse et des cheminots ont annoncé qu'ils s'opposaient aux accords de blocage des salaires, rejoignant les syndicats du bâtiment.

URSS : Un réactionnaire soviétique, Amalrik, a été autorisé à émigrer. Il est le premier à ne pas être obligé de se rendre en Israël ; habituellement tout réactionnaire qui demande à quitter l'URSS reçoit un visa pour Israël ; bon moyen pour fournir à Israël ses émigrants dont l'URSS est le premier pourvoyeur.

UGANDA : Après la tentative d'assassinat à la grenade contre Amin Dada, les «épurations» ont fait de très nombreuses victimes à Kampala. Radio Ouganda a annoncé la mort de nombreux responsables de l'attentat, tandis que la police quadrillait tout le pays à la recherche de suspects.

en bref...

ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES

IL Y A QUARANTE ANS

LE FRONT POPULAIRE

par Camille NOEL



La crise qui, dès l'automne 1929, a frappé le système impérialiste mondial ne touchera la France qu'à partir de 1931. La crise économique qui met brutalement fin à la stabilisation relative du capitalisme, dans les années précédentes, et au mythe de la « prospérité » et de l'élévation régulière du niveau de vie, répandu par les économistes à la solde de la bourgeoisie, engendrera, en France, une crise politique et sociale : ce sera le Front Populaire et le formidable mouvement de grève de juin 1936.

DE LA CHUTE DE LA PRODUCTION AU MILLION DE CHÔMEURS : LA CRISE S'INSTALLE

La France a été protégée des effets immédiats de la crise mondiale de 1929 par un taux de stabilisation du franc qui facilitait les exportations et qui attirait les capitaux flottants étrangers à la recherche d'une monnaie forte ; mais aussi par la persistance de certains traits de l'ère du capitalisme concurrentiel du 19^e siècle, au sein du capitalisme monopoliste d'Etat.

En effet, majoritairement constituée de petites entreprises qui pratiquent l'autofinancement sans faire appel aux investissements bancaires nécessaires aux grands firmes, l'économie française n'a pas subi immédiatement le contre-coup de l'effondrement des banques européennes et du rapatriement des capitaux américains. De plus, orientée prioritairement vers le marché intérieur, elle n'est pas touchée directement par les difficultés des grands pays industriels, qui ne frappent que les entreprises exportatrices privées de leurs clients.

Mais, dès 1931, la crise s'installe : la livre sterling, le dollar, sont dévalués,

suivis en cela d'autres monnaies, ce qui provoque une disparité entre les prix français et ceux des pays à monnaie dévaluée, disparité qui grève lourdement les exportations françaises. Les mesures

LES MINEURS POLONAIS

En 1934, les Compagnies minières du bassin du Nord commencent à expulser les mineurs immigrés Polonais. Le spectacle était atroce : les mineurs n'avaient que quelques heures pour entasser dans des bassines ou des lessiveuses les quelques biens qu'ils avaient pu acquérir avec leurs salaires de misère. Puis, ils étaient entassés dans des wagons à bestiaux, dont les portes ne devaient s'ouvrir qu'en Pologne. En réaction, au 10 de Leforest, les mineurs polonais déclenchent la grève et occupent au fond, leur puits.

C'était la première fois, dans le pays minier, qu'il y avait une occupation de puits, au fond.

protectionnistes ne pourront empêcher que cette disparité monétaire ne donne une « prime » aux importations étrangères au détriment des produits nationaux. La baisse sensible des exportations (en 1932, elles tombent de 50 milliards à 32), a pour effet un effondrement de la production industrielle de 32,8 % d'avril 1930 à avril 1932. Dans le même temps, on compte près d'un million de chômeurs, d'autant plus que le patronat de certaines branches industrielles (les industries de consommation notamment) recourt, sur une large échelle, au chômage partiel. La classe ouvrière réagit massivement en 1931, mais les forces de répression réussiront à bri-

ser les grandes mobilisations du 1^{er} mai et du 1^{er} août.

LA RUINE DES PETITS PAYSANS

Outre, l'industrie, l'agriculture est elle aussi touchée : les prix du blé et du vin s'effondrent après les excellentes récoltes de 1932 et 1933. L'Etat tente de soutenir les prix par un système de subventions, de primes aux producteurs qui accepteraient de dénaturer le blé, de constituer des stocks ou d'arracher leurs pieds de vigne. La paysannerie est touchée par l'effondrement de 50 % des prix à la production. Les petits exploitants sont d'autant plus atteints que les prix des produits industriels qui leur sont nécessaires ne diminuent pas dans les mêmes proportions ; en sorte qu'endettés, ils sont souvent contraints d'abandonner la terre. La crise accentue donc la différenciation des classes à la campagne.

LA LOI DES MONOPOLES

Dans cette situation, le capital financier renforce les liens qu'il entretient avec l'appareil d'Etat, afin de définir une politique qui préserve ses profits. Cette stratégie détermine elle-même une triple tactique.

Faire retomber tout le poids de la crise économique sur les épaules du prolétariat et des masses populaires par une politique de « déflation » - c'est-à-dire de compression des salaires. Parallèlement, le capital financier diminue les revenus des couches non-monopolistes et les dépenses sociales de l'Etat bourgeois. Laval, muni des pleins pouvoirs en 1935, imposera des mesures anti-populaires, par des décrets-lois portant sur une réduction de 10 % de tous les salaires publics et des loyers. Il encourageait les employeurs à appliquer la même baisse aux salaires du secteur privé.

Les patrons exploitèrent la situation défensive du mouvement ouvrier pour essayer d'obtenir l'abrogation des assurances sociales et des allocations familiales. La politique déflationniste de Laval s'est accompagnée d'une campagne patronale contre la législation sociale très souvent, d'ailleurs non appliquée. De plus, une campagne sur « la femme au foyer » permet de licencier prioritairement les ouvrières.

Cette politique de déflation s'accompagnait d'une politique d'aide systématique

aux grandes sociétés, par des subventions, commandes de guerre et maintien des prix dans les secteurs dominés par les monopoles.

Or, la chute des prix frappe les entreprises appartenant au secteur non cartellisé, qui ne peuvent se protéger de la chute des cours par des ententes auxquelles recourent les monopoles de la chimie ou de la sidérurgie, par exemple. Le nombre des faillites, qui double, accentue donc le processus de concentration.

LA RÉVOLTE DE YEN-BAY

En même temps qu'il défend ses profits à l'intérieur, le capital financier cherche à faire de même à l'extérieur. Les monopoles obtiennent le renforce-



TÉMOIGNAGE D'UN ANCIEN DOCKER DE DUNKERQUE (paru dans «Liberté»)

Un nouveau lock-out eut lieu en 1933, qui dura du 5 octobre au 11 janvier 1934. On prit les ouvriers de la campagne pour servir de dockers. Le prix de journée qui, à force de luttes, était arrivé à 38 francs, retomba à 36 francs. Les ouvriers du port étaient épuisés, écrasés par leur misère. Il n'y eut presque pas de réactions. Les forces humaines avaient des limites, c'est ce que recherchaient les armateurs.

Cependant, la combativité n'était pas assoupie. Elle rejaillit en force en 1936.

ment du protectionnisme douanier contre les produits étrangers pour conserver le monopole des marchés, national et coloniaux. L'exploitation accrue des peuples coloniaux amène, de la part de ces derniers, une résistance accrue que l'impérialisme devra briser militairement (la révolte de Yen-Bay (Indochine), en février 1930, fut écrasé par les bombardements des villages rebelles).

FASCISME OU DÉMOCRATIE BOURGEOISE : LA BOURGEOISIE S'INTERROGE

Enfin, le capital financier renforce l'appareil de l'Etat bourgeois afin de briser les résistances inévitables du prolétariat et de la paysannerie frappées par la crise. Les effectifs des forces de répression sont renforcés et leurs moyens d'actions multipliés, cependant que le patronat, dans les usines, s'appuyant sur la crainte du chômage, intensifie la répression anti-syndicale en licenciant les délégués combattifs, en menaçant particulièrement les travailleurs immigrés de licenciement à la moindre

tentative de lutte commune avec les ouvriers français. En multipliant les attaques légales ou paralégales contre les militants révolutionnaires du PC et de la CGTU, la bourgeoisie attaque les libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière ; et, dans le même temps, elle masque ses attaques par une campagne systématique contre le système parlementaire bourgeois et en faveur du renforcement de l'exécutif : ce renforcement devait permettre aux monopoles de faire définir par l'Etat une politique de défense systématique de leurs intérêts.

Cette campagne se développait à un moment où la bourgeoisie connaissait une crise idéologique profonde que nous évoquerons demain.

La crise économique et idéologique va déterminer en profondeur, une crise politique au sein de la bourgeoisie. En effet, avec le poids de l'environnement international caractérisé par la montée du fascisme, une position se dessine au sein de la bourgeoisie : certains éléments croient que leur classe peut se sortir de la crise en recourant à la dictature terroriste ouverte, au fascisme. Cependant que d'autres - dont le point de vue l'emportera -, croient encore possible de résorber la crise en continuant d'exercer la dictature de la bourgeoisie grâce à une démocratie parlementaire.

Demain : «La bourgeoisie et le fascisme».

Dans la paille des wagons

Cette fois, les dockers ne se sentaient plus isolés dans leur combat. Tous les ouvriers de l'agglomération de Dunkerque se sentaient concernés.

Le port fut occupé. Les piquets de grève surveillaient étroitement les entrées et les sorties aux grilles. Toute boisson alcoolisée fut interdite à l'intérieur du port.

Les municipalités de Dunkerque, Coudekerque, Saint-Pol, Rosendaël, Petite-Synthe assurèrent le couchage en envoyant paille fraîche et foin. Des wagons furent transformés et en villas... On pouvait lire ici «Villa du Front populaire», ou «Villa des courants d'air», «Villa On les aura», ou bien «Villa, bon moral».

Le dimanche, les familles venaient rejoindre tous ces prisonniers volontaires, et le port se transformait en kermesse et en bal roulant.

Les dockers réclamaient 43 francs par jour. Emile Gense et Henri Wymieux, secrétaires du syndicat se rendirent au ministère du Travail.

Dans les campagnes, tout le monde se transformait en propagandiste. Les douaniers qui parlaient flamand, nous racontaient à son tour Raymond Weisbecker, allaient dans les fermes, expliquaient, et collectaient des vivres pour les grévistes.

LA VIE DU JOURNAL

Parmi vos lettres

Ce que je pense du journal

Un collègue qui m'a fait connaître le «Quotidien du Peuple» m'a suggéré de vous envoyer un mot pour essayer de vous dire ce que je pense du journal.

En gros, son intérêt réside pour moi, dans le fait qu'on y suit une nomenclature de luttes présentes, étouffées par la «grande» presse, et par le fait qu'un tel journal colmate dans la population des forces vives dispersées ;

sa faiblesse, réside pour moi dans un travail de recherche trop souvent peu approfondi : les longues enquêtes (comme celles récentes sur l'Allemagne) sont les articles qui me semblent être le plus efficaces, car ils démontent des rouages, et ne restent pas à un niveau pseudo-explicatif, qui finalement n'est qu'un niveau d'appréhension émotionnelle des événements.

Communiqués...

FÊTE À LA FAC DAUPHINE

avec des travailleurs d'une entreprise de la banlieue parisienne BENDIX DBA
VENDREDI 18 JUIN - 17 h 30 - métro : Porte Dauphine

3 FORUMS : Accident du travail - Répression patronale-Rôle des Cadres, et : «Jules c'est aujourd'hui le 18 mars» La Commune en 1871 et la vie en 1976 par la compagnie de la Goguette. Enfin musique, bouffe, guinche...
Des étudiants de Dauphine.

LE T.A.P. PRÉSENTE

Le théâtre Analyse et Pratique présente «Don Juan» de Molière, les 15 et 16 juin, 20 h 30 à la salle Traversière, 15, rue Traversière, 75012 - PARIS.

Selon le TAP lui-même «Sa recherche s'oriente d'une part vers la découverte de nouvelles formes scéniques capables d'exprimer les diverses composantes idéologiques d'un texte (...) d'autre part vers une participation à l'élaboration d'un authentique théâtre contemporain et populaire.

APPEL POUR UN RASSEMBLEMENT UNITAIRE ANTI-RÉPRESSION

La coordination des comités anti-répression et des comités de soutien aux inculpés mise sur pied après les arrestations des militants de l'Humanité Rouge de Lorient et la détention de Romain Le Gall, appelle à un rassemblement contre la répression le 11 juillet à Lorient sur la plate-forme suivante :

- Libération de Romain Le Gall et de tous les emprisonnés politiques, Siméoni, Teisseyre, Villier...
- levée de toutes les inculpations,
- dissolution de la cour de sûreté de l'Etat,
- dénonciation de la répression visant les marxistes-léninistes, le FRAP, les immigrés, les viticulteurs, les Corses, les Bretons, les Basques, les syndicalistes, les appelés, les objecteurs, les insoumis, les étudiants, les petits paysans, etc...
- dénonciation des mesures nouvelles visant à limiter les libertés.

Toutes les organisations politiques et syndicales, toutes les entreprises en lutte, les travailleurs immigrés... victimes de la répression et toutes les organisations ayant pour objectif principal la lutte contre la répression, sont invités à participer à ce rassemblement sous forme d'interventions à la tribune, d'envoi de motions de soutien, d'exposition de panneaux, de stands. Il est bien entendu que les différentes contributions doivent être centrées sur la répression (tout en comportant un minimum d'explications politiques), mais que le rassemblement ne doit pas être un prétexte pour telle ou telle organisation pour diffuser sa propagande ou son matériel propre non axé sur la répression. Il est demandé à chaque participant d'appeler le plus largement possible pour cette journée du 11 juillet.

La coordination fait appel à tous les artistes (chanteurs, troupes de théâtres, dessinateurs...) qui peuvent apporter une contribution à la lutte anti-répression.

Pour prendre contact avec la coordination pour la journée anti-répression du 11 juillet : M. David, 17, rue J.B. Clément 56100 LORIENT (tel : 21 23 92)

EN DE NOMBREUX POINTS, D'ACCORD AVEC VOUS

Le but de ma lettre est de m'informer. J'ai acheté aujourd'hui même «Le Quotidien du Peuple» et je me suis trouvé en de nombreux points d'accord avec vous.

Je dois vous dire que jusqu'à ces derniers temps, j'étais attaché au «parti communiste français». Je suis lassé de ses volte-faces et les orientations du XXIIème congrès montrent qu'il s'est engagé dans une voie pour le moins douteuse ; de plus, je n'ai jamais aimé l'allié «social-démocrate» Mitterrand. Il faudra que je me détache de mon sentimentalisme à l'égard du PC.

Je cherche à adhérer à un parti original mais ce n'est peut-être pas le mot qui convient.

J'ai lu : *Parti Commu-*

niste Révolutionnaire et Journal pour la construction du Parti de Type Nouveau. J'aurais dû m'adresser à des militants du PCR mais je n'en connais aucun. Je le fais donc à vous.

Je n'ai jamais eu de contact avec des militants d'extrême gauche ; au PC on n'en parle que pour les dénigrer.

J'ai lu que vous prépariez votre deuxième congrès ! Pour faire connaissance le plus simple est que je me procure votre projet de programme, mais j'aimerais être plus profondément renseigné sur l'organisation du Parti. Sur sa fondation, sur son action. Je voudrais un parti efficace. D'autre part, je sais que l'on en parle toujours, j'estime nécessaire d'évo-

quer la violence. L'image du gauchiste qui casse tout est connue et habilement employée (...) Je n'entends pas par là être contre, bien au contraire,

la libération armée ou la révolution, sans quoi je n'écrirais pas. Je parle de celle inutile lors de manifestations isolées (...)

M.R. Isère

L'enquête chez les paysans

Je suis étudiant et pendant les vacances scolaires je compte aller à la montagne dans les Alpes (précisons dans l'Oisan). Aussi je suis prêt à participer au travail d'enquête sur la «paysannerie» en France, dans la mesure de mon temps disponible (car pour la fac il faut que je travaille dans le cadre d'une maîtrise sur Lénine et la paysannerie).

P.M. Chaville.

Nous avons soulevé dans notre groupe de lecteurs du QdP la possibilité pour certains d'entre nous d'améliorer leur travail et d'enrichir leur expérience en participant à certaines enquêtes ou stages durant les vacances. Nous avons pensé notamment à l'enquête chez les paysans (...)

F.E. Rouen

LA MAIN DANS LE SAC

Camarades,

Je propose pour étude et publication, le problème suivant proposé dans le 12ème (Paris), à des élèves faibles du C.E.S. pour qu'ils obtiennent, au moins, le Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires.

Problème (noté sur 12) (total : 20).

Un commerçant mélange 10 kg de café à 8,40 F le kg avec 5 kg d'un café de qualité supérieure pour faire un mélange (sic) qui lui revient (faute grave !) à 9,20 F le kg.

Ce mélange est mis en paquets de 250 g vendus 2,92 F l'un.

Les frais entraînés par

cette opération sont évalués à 2,16 F.

Calculez :

- 1° le prix d'achat du kg de café de qualité supérieure,
- 2° le prix de vente total,
- 3° le bénéfice total et le pourcentage (non programmé !) du bénéfice sur le prix. (lequel ?)

1° La faute de ponctuation (non virgule dans la première phrase) était dans le texte,

2° Utilisation du mot «revient» dans la première phrase, ce qui ne permet pas à l'élève de voir «achat» «prix coûtant»,

3° à la troisième question, % de bénéfice sur le prix

(lequel prix ? il y en a 3 : Achat ? Revient ? Vente ?

4° le pourcentage a disparu des programmes de Math !

5° Le premier problème (texte clair, celui-là !) portait aussi sur les pourcentages ! Il s'agissait de trouver le pourcentage de pétrole acheté au Koweït comparativement à nos importations totales.

Si je vous rajoute, que ces élèves de C.E.S. qui n'ont eu que des Cours de Sciences Naturelles, ont eu à expli-

quer... «le moteur à explosion», vous aurez, je l'espère, envie aussi d'exploser !

J'espère donc que vous publierez ces faits scandaleux.

L'intérêt que je vois aussi, est de faire savoir que l'étude du pourcentage a disparu pour que l'adulte ne sache même pas lire le journal ! (% de votants, % des inscrits, etc...) % n'a pas disparu inconsciemment. Calcul de taux, d'intérêts... dans les vaps' lectrice PARIS XIIème.

RÉUNION DES LECTEURS DU QUOTIDIEN, DE ST-ETIENNE

A L'AMICALE LAÏQUE MICHELET
rue des Passementiers, le vendredi 18 juin à 19 h 30
Les lecteurs de la région de Saint Etienne y sont tous conviés.

Appelez le Quotidien

203 63 61
de 9h à 17h

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION !»

Rebelles

3,50F MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE

Pour toute correspondance : REBELLES : 57, rue Ordener 75 018 PARIS
Abonnements : 6 mois (6 numéros) 16 francs, 1 an (12 numéros) 30 F, Abonnement de soutien 50 F et plus.

BLOC-NOTES

SANTÉ

CONNAITRE LES ANTIBIOTIQUES

Les réactions allergiques

Dans tous les cas de personnes asthmatiques, les antibiotiques doivent être utilisés avec une extrême précaution à cause des risques d'allergie possible (pouvant aller jusqu'au choc mortel).

Comment reconnaître une réaction allergique aux antibiotiques ?

C'est parfois au troisième traitement par le même antibiotique (alors que l'organisme a fabriqué contre lui des anticorps), que se manifestent : une éruption de plaques rouges sur le corps, plaques qui démangent furieusement et gonflent. Le traitement doit alors être interrompu en totalité (un autre médicament peut être responsable) et l'enquête menée avec le médecin (y compris sur l'alimentation des jours précédents) pour éviter à l'avenir le médicament responsable. Cela empêchera l'apparition de réactions allergiques plus graves (difficultés respiratoires, chu-

te de tension artérielle, malaise).

Plusieurs questions sont posées au terme de ces bloc-notes :

L'information médicale partielle des médecins assurée par les laboratoires qui ont intérêt à « placer » le plus possible d'antibiotiques sans s'inquiéter des dangers à court ou long terme (inefficacité par résistance aux antibiotiques).

Les moyens de contrôle des malades qui subissent sous des prétextes divers de multiples traitements inefficaces ou dangereux.

C'est par nos questions répétées lors de toute prescription, notre méfiance envers les antibiotiques (par ailleurs indispensables dans les infections bactériennes, c'est pourquoi ils ne doivent pas être gaspillés pour être efficaces), que nous force-

rons les médecins à envisager la prescription en terme collectif et non plus individuel à penser lors de chaque prescription aux dangers, à se renseigner pour les connaître.

Pour terminer deux exemples :

Aux USA, quinze mille à vingt-cinq mille personnes meurent chaque année de pneumonie bactérienne contre laquelle la pénicilline (qui la guérissait toujours dans les années cinquante) devient inefficace.

Et dans un grand hôpital de Londres où le nombre de staphylocoques sensibles aux antibiotiques usuels est monté de 12 % à 48 % en deux ans moyennant quelques mesures :

- un isolement strict des malades
- la restriction des antibiotiques
- des précautions d'hygiène.

Docteur QdP

TÉLÉVISION

Dimanche soir, sur TF 1 :

CRISE PROFONDE, FAUSSES SOLUTIONS

La dernière émission de la série « Bilan pour un futur » consacrée aux Etats-Unis nous a donné une sorte de panorama des « solutions » marginales à la crise idéologique.

Le mouvement de contestation né il y a une dizaine d'années sous la forme des « *communautés* », de la presse « *underground* » prônant le retour à la nature, la défense de l'environnement, la création d'une contre-culture a subi un reflux important, dans la mesure où il a été « *recupéré* » par le système. L'écologie, les revendications égalitaires sont utilisées aujourd'hui comme thèmes publicitaires.

Pourtant, la pauvreté, la pollution, l'oppression des minorités, etc... demeurent. Le mode de vie stéréotypé de la « *société de consommation* », les fausses valeurs telles que la réussite matérielle à tout prix préchées par un système qui par ailleurs écrase les individus, détruit les rapports personnels, engendrent un malaise général jusque dans les couches mêmes qui bénéficient de l'organisation capitaliste de la société américaine.

C'est ainsi que l'émission de dimanche nous a présenté un ex-banquier et un ex-industriel, témoins, à leur manière, de la faillite du mythe du bonheur par la réussite individuelle. Même chose pour ces jeunes milliardaires qui se fixent pour but de redistribuer leur fortune. Les communautés qui subsistent, les expériences d'un nouvel urbanisme, en un mot, les tentatives d'organiser un nouveau mode d'existence qui rompe avec les

conformismes de l'« *américan way of life* » traditionnel, autant de signes d'une profonde crise idéologique et économique. Et en même temps, autant de « *solutions* » idéalistes, utopiques dans la mesure où elles ne posent pas consciemment la nécessité d'une lutte radicale pour détruire le système impérialiste, dans une société qu'elles cherchent à fuir, plutôt qu'à transformer.

Claude ANCHER

TF 1	19 h 20 - Actualités régionales
18 h 50 - Pour les jeunes	19 h 45 - Y'a un truc
18 h 30 - A la bonne heure	20 h 00 - Journal
19 h 50 - Château Espérance - Feuilleton -	20 h 30 - Les dossiers de l'écran : Le pèlerinage de la meçque
19 h 20 - Actualités régionales	23 h 30 - Journal
19 h 40 - Une minute pour les femmes	
19 h 45 - Alors, raconte	FR 3
20 h 00 - Journal	18 h 45 - Pour les jeunes
20 h 30 - Mille ans de civilisation maya	19 h 50 - Programmes régionaux
La grande époque classique	19 h 20 - Actualités régionales
22 h 20 - De vive voix	19 h 40 - Tribune libre
23 h 20 - Journal	19 h 55 - Flash journal
A 2	20 h 00 - Les jeux de vingt heures
18 h 15 - Le palmarès des enfants	20 h 30 - Westerns, aventures - Catlow -
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	22 h 10 - Journal

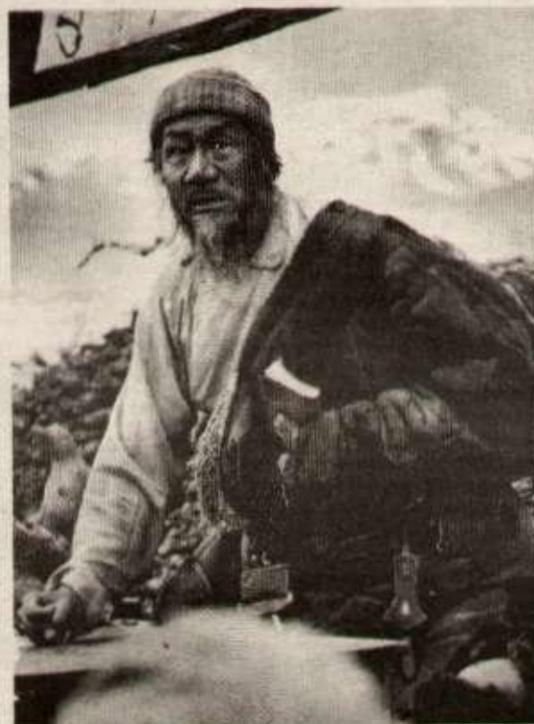
LHASSA ETOILE FLEUR

Le livre d'Han Suyin « Lhassa étoile fleur » vient de paraître chez Stock. Etant donné l'importance de ce livre pour les amis de la Chine socialiste (c'est le premier qui soit publié avec une large diffusion sur ce sujet), nous en publions quelques extraits.

D'HAN SUYIN

1 - L'héritage du passé

Dans le premier chapitre de son livre, Han Suyin fait un bref rappel du passé du Tibet. Elle montre qu'il a toujours fait partie de la Chine et que plusieurs interventions impérialistes ont essayé de l'en détacher. Ici, elle brosse un tableau de la vie d'oppression et de misère qu'imposait l'ancien régime des lamas, encore défendu et décrit comme idyllique par beaucoup de plumitifs réactionnaires...



Un serf émancipé condamne le servage féodal.

Le principe de la succession par réincarnation devait assurer la stabilité du pouvoir religieux, mais à quel prix ! Que de tyrannie et que de stagnation ! Cette hiérarchie, pour se maintenir coûte que coûte, a plongé le peuple tibétain dans un esclavage mental et physique total. Cela est encore inscrit dans le paysage dénudé, et surtout dans la dépopulation rapide et constante, trois siècles pendant lesquels aucun travail d'irrigation n'a été entrepris, trois siècles pendant lesquels 90 % de la population demeurent des serfs ou des esclaves. Au X^e siècle, il y a dix millions de Tibétains. En 1975, le recensement de l'Empire chinois donne comme chiffre deux millions d'habitants au Tibet. En 1949, la population est tombée à moins d'un million. En 1959, après la fuite du Dalaï Lama, la réforme au Tibet commence avec un programme médical vigoureux pour abolir la petite vérole (fléau numéro un), la syphilis et la gonorrhée qui atteignent 50 % de la population. Celle-ci monte à 1 113 000 en 1964. En 1974, elle compte 1 640 000... pour un pays de 1 200 000 kilomètres carrés qui, malgré son altitude, possède un potentiel d'expansion agricole et industrielle considérable. Ce pays mourant, ces collines dénudées, cette absence totale d'aménagement de l'eau et de routes, sont le résultat de cette théocratie tout entière attachée à maintenir sa puissance, fermée à toute réforme et à toute connaissance.

Les grands monastères, comme celui du Drepong, qui fut le berceau du système, possédaient 41 % de la terre cultivée et des pâturages ; les nobles et hobereaux 37 % ; 10 % revenaient aux marchands ; il restait 6 % pour à peu près 90 % de la population. Quarante mille serfs, 148 propriétés, appartenaient au monastère du Drepong. Par édit impérial chinois, le Drepong ne

pouvait avoir plus de 7 700 moines, mais il y en avait 12 000 en 1959, dont près de 6 000 étaient des enfants ou des adolescents, orphelins ou de familles très pauvres. Donnés au monastère, ils devenaient les serviteurs des lamas issus de la classe riche (les « Trois Maîtres »). Vingt pour cent des mâles, au Tibet, devenaient moines. En tout, il y avait 2 711 monastères ou temples, 107 000 lamas et 13 000 nonnes en 1959.

Cette situation rappelle le Moyen Age en Europe, mais en Europe, la Renaissance a détruit la puissance théocratique, de même qu'au Tibet, elle est détruite par la révolution. La vue la plus habituelle, sur les rares photos du vieux Tibet, c'était de longues files d'hommes et de femmes, en haillons, crasseux et émaciés, déformés par la maladie, portant sur leur dos du bois, du bois, toujours du bois, gravissant les marches des monastères, du palais du Potala, pour chauffer les chambres des « bouddhas incarnés ». Maintenant - disent les Tibétains - nous voulons des arbres, et de l'eau, et aussi des enfants, beaucoup d'enfants !

Plus loin, Han Suyin montre sur quelle terreur s'appuyait cette tyrannie.

On voit encore des yeux crevés, des mains et des pieds coupés, parmi les anciens serfs et esclaves. Les soldats de l'Armée de Libération, quand ils sont arrivés, ont vu dans les rues de Lhassa des gens se traîner avec des chaînes aux pieds, des gens mordus par les chiens enragés. Et tout en bas de l'immense Potala, on battait ceux qui n'avaient pas payé leurs dettes. On montre encore aujourd'hui les oubliettes remplies de scorpions ; d'où en 1959 on retira un bébé de deux jours dont la mère y avait été jetée.

OU VA L'ALLEMAGNE



par Marc ANDRÉ
et Gérard LINKEN

LE SYNDICAT-PATRON

C'est chose courante que les 12 000 travailleurs employés par les syndicats, découvrent le visage de patron chez leurs chefs. Surtout quand il s'agit d'augmenter leurs salaires. Cette année, le DGB a accordé une augmentation de 5 % à son personnel ce qui ne couvre même pas le taux d'inflation. (C'est encore en-dessous des 5,4 % dans la métallurgie en mars dernier).

«La caisse est vide», comme d'habitude. Les conditions de travail sont également plus mauvaises que dans les entreprises. Si la semaine de quarante heures et des horaires de travail réguliers ont pu y être imposés, pour les syndicalistes qui travaillent dans les maisons de leur organisation, les semaines de 70 heures et parfois plus sont la règle sans qu'ils aient droit au paiement des heures supplémentaires.

Si les travailleurs font valoir que le salaire et les conditions de travail sont de loin les meilleures dans l'industrie, la direction syndicale leur répond : «Allez-y, si vous n'êtes pas contents !» En connaissance de cause évidemment, car face au chômage, les travailleurs ne trouveraient d'emplois nulle part ailleurs.

LE DGB : UN VÉRITABLE TRUST FINANCIER

Entre 1958 et 1968, en vingt ans, on ne compte que 900 grèves en RFA, tandis qu'en France une seule année relativement calme de conflits sociaux avait vu déjà 950 grèves.

Ces chiffres montrent d'une part l'efficacité du syndicat allemand comme «partenaire social» du patronat contrôlant étroitement les mouvements revendicatifs des ouvriers allemands. Mais cette absence de grèves a eu encore une deuxième conséquence.

Accumulée par aujourd'hui plus de 7 millions d'adhérents, la fortune syndicale n'était guère entamée par des paiements de grève. A l'heure actuelle le DGB est très certainement l'organisation syndicale la plus riche du monde entier. Au lieu d'utiliser les fonds à leur but initial, de soutenir les luttes revendicatives des ouvriers allemands, les directions syndicales ont effectué des investissements dans des secteurs économiques divers. Comme leur statut juridique interdit au DGB et à ses Fédérations cette utilisation des capitaux syndicaux, de multiples sociétés fiduciaires ont été créées. Par ce biais, les syndicats sont propriétaires de la plus grande société immobilière de la République Fédérale, la «Neue Heimat». La «Bank für Gemeinwirtschaft», propriété du DGB, arrive au quatrième rang des organismes bancaires

de la RFA ayant vu ces dernières années une expansion considérable. De même les syndicats contrôlent un large secteur des assurances et ont des participations à des «holdings», s'étendant ainsi à d'autres branches : maisons d'édition, brasseries, pêcheries en haute mer, compagnies de tourisme, etc... la presse syndicale (DGB et Fédérations) compte en tout plus de 70 publications régulières. Son tirage n'est dépassé que par le tristement célèbre empire «Springer» (BILD). Le DGB représente un véritable trust financier qui, de par son importance se situe à un rang que peu d'entreprises industrielles ou financières de l'Allemagne Occidentale arrivent à dépasser.

LES «MANAGERS» SYNDICAUX

Avec la loi sur la cogestion du 21 mai 1951 les portes étaient ouvertes pour les syndicats aux organes directeurs de l'industrie lourde. Heurté à de très grosses difficultés de recrutement, le DGB créa l'école «Hans BÖCKLER» qui devait préparer des cadres syndicalistes aux fonctions de «cogestionnaires» dans les mines et dans la sidérurgie. Ainsi un très grand nombre de dirigeants et de cadres syndicaux entrèrent dans les conseils d'administra-

tion de la Ruhr ou prirent des postes de directeurs du travail, un poste d'ailleurs grassement rémunéré. Matthias Breuer, dirigeant syndical et directeur du travail de la RWE, le plus gros trust d'énergie de la RFA, perçoit pour ces fonctions de chef du personnel 700.000 NF par an. Il en garde la presque totalité et n'en remet qu'une petite partie au syndicat.

Sur un total d'environ 10.000 postes à pourvoir (y compris les autres entreprises auxquelles la cogestion fut étendue en 1952) 85 % furent occupés par des membres du DGB. Il n'est pas rare qu'un dirigeant du DGB soit représenté, par exemple, dans une dizaine ou plus de Conseils d'administration (y compris ceux des Sociétés qui appartiennent totalement ou en partie aux syndicats). Ce cumul de fonctions a donné naissance à une nouvelle couche de «managers» syndicaux qui initialement partis sous la bannière de la «socialisation» des grandes entreprises de l'acier et du charbon, se sont «capitalisés» peu à peu en veillant à la bonne marche économique et financière de «leurs» entreprises, donc au bon rendement du capital. On comprend aisément pourquoi la direction syndicale essaie d'étouffer tout mouvement de grève dans l'œuf. Ses intérêts sont diamétralement opposés à ceux des ouvriers.

LA COGESTION

LA COGESTION : UN «CADEAU» DES ALLIÉS

C'est dans les entreprises décartellisées de l'industrie de l'acier et du charbon de sa zone d'occupation que le gouvernement militaire anglais introduit en 1947 le principe de la cogestion pour couper court, dès le début, à des revendications plus radicales des membres des Comités d'entreprise surtout dans les mines, et pour garantir ainsi une production sans entrave. Il est particulièrement significatif qu'à cette époque, le parti travailliste est au pouvoir à Londres. Les traits essentiels du principe cogestionnaire se dessinent ainsi clairement. La base du consensus social est jetée, dont la RFA d'aujourd'hui témoigne l'efficacité au point que le Figaro (du 21/3/76) tire la conclusion : «La lutte de classes, en Allemagne de l'Ouest, n'existe pas».

LA COGESTION DE 1951

Votée le 21 mai 1951, la loi sur la cogestion avait été précédée par de longues et violentes discussions entre les syndicats, le patronat et les partis politiques. Afin d'exercer des pressions sur le Parlement, le DGB avait organisé un référendum dans l'ensemble de l'industrie lourde. 95 % des votants se prononcèrent en faveur d'une grève générale pour faire triompher les revendications syndicales. Mais le 25 janvier, juste avant l'expiration de l'ultimatum, le président du DGB, Hans Böckler, et le chancelier Adenauer se rencontrent et trouvent une formule d'accord. La grève générale fut décommandée et le parti chrétien-démocrate fit voter avec l'appui de l'opposition social-démocrate une loi sur la cogestion qui reprenait l'es-

sentiel des thèses syndicalistes. Cette loi prévoit pour les entreprises minières et sidérurgiques employant plus de mille personnes une représentation paritaire des actionnaires et des salariés dans les conseils de surveillance (correspondant aux conseils d'administration en France) et la nomination d'un directeur du travail au sein de la direction.

Les représentants des salariés sont au nombre de cinq et parmi eux, deux seulement, un ouvrier et un employé, doivent appartenir à l'entreprise, les autres étant des délégués (fonctionnaires) syndicaux. Mais ces cinq «représentants du travail», bien que théoriquement élus par le personnel, sont soumis à l'agrément de la Fédération syndicale concernée. Elle a pratiquement le droit de nommer les délégués ce qui a renforcé considérablement la dépendance de la base vis-à-vis de l'appareil.

Le directeur du travail est en droit et en fait un membre de la direction d'une entreprise, c'est-à-dire patron, remplissant les fonctions du chef du personnel.

Le système s'est montré extrêmement efficace. Les mineurs de la Ruhr ont dû en faire l'expérience. Lors des fermetures des mines de charbons dans les années soixante, des dizaines de milliers de mineurs se sont retrouvés dans la rue. Les syndicats n'ont pas seulement voté la fermeture des puits, mais, en outre, ils ont pu empêcher tout mouvement de grèves contre ces mesures.

LA LOI DU 18 MARS 76

Votée à une écrasante majorité au Parlement fédéral - 391 voix contre 22 - la nouvelle loi sur la cogestion

entrera en vigueur en juillet prochain. Elle concerne toutes les entreprises de plus de deux mille personnes, sauf les maisons d'édition de journaux, au total 650. Représentants du capital et représentants des salariés seront en nombre égal au sein des Conseils de surveillance. Mais en cas d'égalité de voix, les actionnaires auront le dernier mot. Le capital garde donc le contrôle face au puissant syndicat. Par rapport à la loi de 1951, de même la position du directeur du travail est différente.

Comme les autres membres de la direction, il est élu par la majorité du comité de surveillance, au cas échéant contre les voix des représentants des salariés.

La cogestion a eu des effets désastreux sur le mouvement ouvrier allemand. Elle a surtout renforcé l'appareil syndical, dont nous avons vu la véritable nature. La social-démocratie a reçu par ce biais des postes de commande dans l'économie allemande en échange contre le désarmement idéologique et matériel de la classe ouvrière.

Un paradoxe ?

Friedrich Kübel qui représente le syndicat IG Metall au comité de surveillance du trust Thyssen, est également vice-président de la section Basa-Rhénanie du syndicat patronal de la sidérurgie.

Certains chefs syndicaux sont montés jusqu'aux fonctions de ministres (Leber, Arndt). Mais la portée idéologique de la cogestion est de plus en plus limitée. Les travailleurs ne s'en sentent pas concernés. La bourgeoisie en est consciente et prépare de nouveaux instruments de consensus social pour confirmer sa dictature de classe. Des réformes toutes prêtes se trouvent dans les tiroirs qui prévoient une «participation des travailleurs au profit ou au capital» de son entreprise. C'est déjà pratiqué dans plus de trois mille entreprises, à Siemens/Munich, par exemple, chaque deuxième des 200.000 travailleurs est également actionnaire. Mais leur influence est gardée minime, ces actions ne représentent que rarement plus de 3 % du capital. La tactique est claire, actionnaire de son entreprise, l'ouvrier ne ferait pas grève contre lui-même.

VOUS NE VOUS RENDEZ PAS COMPTE !

Dix heures du matin. Nous entrons dans l'immeuble de la DGB : Francfort. Nous cherchons le service de presse. «Sixième étage, troisième porte à gauche ; demandez M. Schmidt». Au bureau indiqué, la secrétaire fait des mots croisés : «M. Schmidt ? Qui est-ce ? Ah, le service de presse ? Troisième étage, au fond». Troisième étage, sixième étage, nouvel immeuble, ancien immeuble... Au bout d'une heure, nous trouvons le responsable du syndicat de l'imprimerie. Il occupe son temps à boire du café ; autour de lui, on parle de football ; une femme se fait les ongles... Nous voulons des nouvelles de la grève en cours dans la presse. «Qui êtes-vous ?... Le Quotidien du Peuple ? Mais...» Quand il comprend qui nous sommes : «Vous ne vous rendez pas compte ! Venir nous déranger en pleine grève ! Son excitation subite l'a sorti de son sommeil interrompu juste le temps de notre visite...